

Quatre partis forment une alliance politique pour réaliser un consensus national



P.03

Création d'une entreprise publique de développement des cultures agricoles stratégiques

P.05

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3798 Samedi 25 Mai 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Année scolaire 2023-2024 :

Les examens de rattrapage pour les trois cycles prévus du 23 au 27 juin

P.04



ANNABA



Journée de sensibilisation et d'information sur la lutte contre la fraude aux examens de fin d'année

P.08

ANNABA



Signature de deux accords entre la DG Sider et le partenaire social pour l'achat d'appareils électroménagers au profit des travailleurs

P.07



Annaba / Saison estivale :

Les préparatifs sont en bonne voie ; le Secrétaire général de la wilaya sur le terrain

P.06

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, mercredi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif aux assurances et

à des exposés se rapportant à plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République.

“Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce

jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif aux assurances et à des exposés, notamment sur le financement des start-up, le suivi de l'état d'avancement des projets de ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf-Gara Djebilet et de la ligne Bled El Hadba-Oued

Kebrit-Port de Annaba, l'état d'avancement des projets de réalisation de silos de stockage de céréales, les préparatifs de la saison estivale et les dispositions d'accueil de notre communauté établie à l'étranger”, lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.



Communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mercredi, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif aux assurances et à des exposés se rapportant à plusieurs secteurs, indique un communiqué du Conseil, dont voici le traduction APS: “Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif aux assurances et à des exposés dont le suivi de l'état d'avancement des projets de ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf-Gara Djebilet et de la ligne Bled El Hadba-Oued Kebrit-Port de Annaba et des projets de réalisation de silos de stockage de céréales, outre les préparatifs de la saison estivale et les dispositions d'accueil de notre communauté établie à l'étranger.

Après l'ouverture de la réunion par Monsieur le président de la République et l'exposé du Premier ministre sur le bilan d'activité du Gouvernement pour les deux dernières semaines, suivi des interventions de Messieurs les ministres sur les projets de lois et les exposés inscrits

à l'ordre du jour, Monsieur le président de la République a donné les instructions et directives suivantes :

Premièrement: Concernant le projet de loi relatif aux assurances

- Report, pour réexamen, du projet de loi, en vue d'une organisation plus précise conformément aux hautes instructions données par Monsieur le Président, comme suit:

- Monsieur le Président a affirmé que le domaine des assurances était étroitement lié à la souveraineté nationale et le projet de loi devrait être exempt de lacunes pour éviter les méthodes utilisées par le passé au détriment du trésor public.

- Contrôler en permanence et périodiquement l'activité des sociétés d'assurances.

- Accorder la plus grande importance aux services et non à la collecte de fonds par les méthodes faciles et le gain rapide.

- Elargir les domaines d'assurances pour inclure d'autres spécialités.

- Le projet de loi devrait inclure une exigence de résidence sur le sol algérien pour les propriétaires de sociétés d'assurances.

Deuxièmement: Concernant les préparatifs de la saison estivale 2024 et les dispositions d'accueil de notre communauté établie à l'étranger:

- Installation d'une Commission nationale de facilitation des



investissements dans de nouvelles structures touristiques, notamment dans les régions côtières qui connaissent un manque en la matière et qui disposent d'atouts touristiques naturels.

- Monsieur le Président a ordonné de réviser les prix pour qu'ils soient à la portée des familles algériennes, pour promouvoir le tourisme intérieur.

- Monsieur le Président a ordonné l'application rigoureuse de la loi à l'encontre de toute forme de courtage saisonnier au niveau des plages, outre la consécration du respect absolu du principe de gratuité des plages le long du littoral algérien.

Troisièmement: Concernant l'état d'avancement du projet de la mine de Gara Djebilet et de la ligne ferroviaire minière (Béchar-Tindouf-Gara Djebilet):

- Monsieur le Président s'est félicité des efforts consentis sur le terrain, et de l'avancement appréciable enregistré dans la réalisation

du projet de la mine de Gara Djebilet, et ce, après avoir choisi l'assiette devant abriter l'usine de traitement du minerai de fer dans la wilaya de Béchar, mais aussi suite au lancement des travaux d'une autre usine de transformation du minerai de fer à Gara Djebilet et la poursuite des travaux d'une unité de pré-traitement à Tindouf, lancée en 2023.

Quatrièmement: Concernant le projet de la mine de phosphate de Bled El Hadba et de la ligne ferroviaire (Bled El Hadba-Oued Kebrit-Port de Annaba):

- Monsieur le Président s'est dit satisfait de la cadence des travaux, qui se poursuivent sans arrêt, permettant la livraison du projet dans les délais impartis et son entrée en exploitation.

Cinquièmement: Concernant le suivi de l'état d'avancement des projets de réalisation de silos de stockage de céréales:

- Monsieur le président de la République a souligné la progression positive des travaux, insistant sur

l'importance d'achever l'ensemble des travaux dans les délais impartis.

Sixièmement: S'agissant du déploiement de la fibre optique:

- Monsieur le Président a souligné la nécessité de poursuivre la progression constante dans l'achèvement du raccordement national à la fibre optique.

- Monsieur le président de la République a enjoint au ministre de l'Industrie d'engager la production locale de fibre optique, parallèlement au projet de sa généralisation et de son financement.

- Le président de la République a, également, ordonné œuvrer à la diversification des fournisseurs d'internet.

- Prendre toutes les mesures techniques préventives pour assurer le maintien du raccordement au réseau internet, en cas de pannes connues dans ce domaine pour diverses raisons, notamment naturelles.

- Le président de la République a ordonné de prendre toutes les précautions nécessaires en matière de cybersécurité, y compris l'entretien et le contrôle technique périodiques des câbles sous-marins et des réseaux centraux.

Enfin, le Conseil des ministres a approuvé des décrets portant nominations et fins de fonction dans des fonctions et postes supérieurs de l'Etat”.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia
Abdelaziz, rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybousetimes@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Quatre partis forment une alliance politique pour réaliser un consensus national

Le parti du Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND), le Mouvement El Bina et le Front El Moustakbal ont annoncé, jeudi dernier à Alger, la formation d'une alliance politique pour réaliser un consensus national et édifier une Algérie forte.

Lors d'une rencontre de concertation ayant regroupé les chefs des quatre partis, Abdelkrim Benmbarek, Mustapha Yahy, Abdelkader Bengrina et Fateh Boutbig, au siège du parti du FLN, M. Benmbarek a indiqué que cette rencontre "scelle une alliance politique entre des formations partageant des dénominateurs communs et des objectifs clairs visant à réaliser un consensus national pour protéger les intérêts du peuple et appuyer

toutes les démarches participant de l'édification d'une Algérie forte".

Relevant que son parti "œuvre à nouer des liens avec les autres partis présents sur l'échiquier politique, notamment au niveau des deux chambres du Parlement et des Assemblées locales de wilaya et communales, à partir de son programme inspiré des principes du 1er Novembre pour la construction d'un Etat démocratique populaire et social dans le cadre des principes islamiques", M. Benmbarek a appelé de ses vœux "la contribution de tous les partis à la construction d'une Algérie forte reposant sur le respect des constantes, des valeurs et de la glorieuse histoire de la nation".

Le Secrétaire général du parti du FLN a affirmé que les quatre partis de l'alliance aspiraient

à "conforter le front intérieur du pays dans une conjoncture internationale et régionale de crise et face à l'instabilité qui l'entoure de toutes parts et aux velléités de certaines parties qui veulent faire taire la voix retentissante de l'Algérie dans les fora internationaux, notamment au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des Nations Unies, en faveur des opprimés et des peuples encore sous le joug colonial, en Palestine et au Sahara occidental".

Et d'ajouter que cette alliance "n'est pas conjoncturelle liée à l'échéance présidentielle, mais a vocation à s'étendre au-delà pour prendre des positions dans les domaines politique, juridique et socioéconomique".

De même, elle "ne vise à exclure aucune partie, mais se veut complémentaire des



autres composantes politiques et sociales qui contribuent à la construction d'une Algérie nouvelle", a-t-il poursuivi.

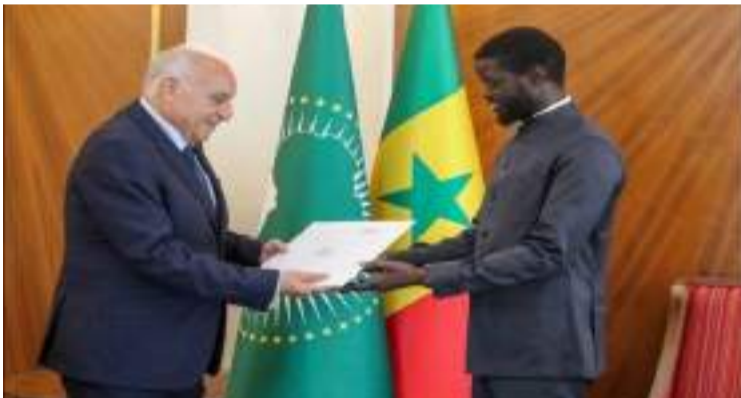
Il a, par là même, assuré que ces partis s'emploieront à faire de cette alliance "une base solide pour proposer des initiatives et soumettre des propositions à même de contribuer au développement socioéconomique et intensifier les contacts lors de la prochaine étape en vue de bien préparer l'échéance du 7 septembre prochain".

Les partis de l'alliance "prévoient d'élaborer une charte d'éthique axée sur la moralisation de l'action politique dans le cadre d'une démarche commune visant à bâtir un Etat de droit", a-t-il ajouté.

Cette rencontre d'évaluation et de coordination a été marquée par l'annonce de l'installation d'une commission conjointe entre les partis concernés pour soutenir l'action gouvernementale, débattre de toutes les questions liées à cette alliance et choisir un slogan.

Concernant la participation à la Présidentielle du 7 septembre prochain, le Secrétaire général du RND, Mustapha Yahy, a affirmé, dans une déclaration à la presse, que l'alliance "proposera un candidat consensuel remplissant les conditions requises, notamment la capacité à préserver les acquis réalisés depuis 2019 et à poursuivre les réformes pour atteindre les objectifs fixés", soutenant que l'Algérie "a besoin de partis politiques forts".

Attaf reçu par le président du Sénégal Bassirou Diomaye Faye



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été

reçu jeudi soir à Dakar par le président de la République du Sénégal, M. Bassirou Diomaye Faye, auquel il a remis une lettre

du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique vendredi un communiqué du ministère.

Au cours de l'audience, M. Attaf a également transmis au président Sénégalais les "sincères salutations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et sa disponibilité à travailler avec lui pour imprimer une nouvelle dynamique dans les relations algéro-sénégalaises", ajoute-t-on de même source.

Au cours de cette audience, précise le communiqué du ministère, "il a été examiné les

voies et moyens de promouvoir les relations historiques qui lient l'Algérie et le Sénégal à de futurs horizons qui consolident la volonté des deux Présidents pour l'approfondissement de la coopération et la compréhension au mieux des intérêts des deux pays et des deux peuples frères."

"Les derniers développements dans la région sahélo-saharienne et les perspectives de parvenir à des solutions pacifiques aux crises qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité dans cet espace" ont été également abordés, souligne le communiqué du ministère des

Affaires étrangères.

Le président du Sénégal Bassirou Diomaye Faye a de son côté chargé M. Attaf à "transmettre ses salutations et sa considération au Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, exprimant son souhait de le rencontrer et de travailler avec lui pour concrétiser leur volonté commune pour le développement des relations bilatérales et la concrétisation de leur engagement réciproque vis à vis des questions de paix et de développement au niveau régional."

La prévention des conflits en Afrique devrait être une priorité

La prévention des conflits en Afrique devrait être une priorité tout en bénéficiant d'un financement adéquat afin de permettre au continent de répondre de manière efficace aux menaces multiformes, notamment celle du terrorisme, a indiqué, jeudi, le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, l'ambassadeur Amar Bendjama lors d'un débat ouvert au Conseil de sécurité.

"La paix et le développement se renforcent mutuellement", a soutenu M. Bendjama lors de son intervention au débat ouvert sur le "renforcement du rôle des Etats africains face aux défis mondiaux en matière de sécurité et de développement", affirmant que les conflits avaient un "effet négatif considérable" sur la réalisation des objectifs de développement durable.

L'Afrique fait face à nombreuses crises, notamment celles liées aux défis socio-économiques, a-t-il signalé affirmant que la



bonne gouvernance restait, à cet égard, la solution idéale pour prévenir et régler les crises.

Le développement est tout aussi crucial après la fin des conflits "dans la mesure où les efforts de consolidation de la paix contribuent à renforcer la résilience et les capacités des Etats touchés à se remettre des crises et à en prévenir de nouvelles", a-t-il ajouté.

De même que le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales

dans les questions liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales peuvent améliorer la sécurité collective, a-t-il noté.

Il a assuré, en outre, que la mise en œuvre de la résolution (2719) du Conseil de sécurité offrait l'opportunité de favoriser l'appropriation par l'Union africaine des initiatives de paix grâce à un financement "prévisible, durable et flexible des opérations de soutien à la paix dirigées par l'UA".

Il a précisé, à ce propos, que l'efficacité de cette résolution était tributaire de sa mise en œuvre dans le respect de la justice et de l'équité.

"Fondé sur la conviction que la sécurité et la stabilité en Afrique sont intrinsèquement liées au développement, mon pays, l'Algérie, contribue activement au progrès du continent africain", a-t-il indiqué, d'autre part.

L'Algérie a lancé "une série d'initiatives stratégiques visant à renforcer les liens avec les Etats voisins et à favoriser l'intégration régionale", a-t-il rappelé.

M. Bendjama a signalé, à ce sujet, que l'Algérie avait alloué dès 2020 un (1) milliard de dollars à l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, dans le but de renforcer les projets d'intégration continentale et les infrastructures importantes. "L'Algérie, mue par sa conviction inébranlable que la dette entrave le progrès économique, a annulé

un montant total de 900 millions de dollars en faveur de quatorze (14) pays africains", a-t-il rappelé.

Il a ajouté que l'Algérie offrait, chaque année, plus de 2000 bourses d'études aux étudiants africains, notamment dans les branches ayant trait à la gouvernance et la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

"Dans le cadre des efforts visant à renforcer davantage la coopération régionale entre l'Algérie, la Libye et la Tunisie, un mécanisme consultatif a été mis en place pour assurer la sécurité aux frontières communes", a-t-il dit notant que "cette initiative vise à coordonner les efforts de lutte contre l'immigration clandestine, le terrorisme et le crime organisé".

M. Bendjama a, par ailleurs, une nouvelle fois défendu le droit du continent africain d'avoir sa place au sein du Conseil de sécurité.

Année scolaire 2023-2024:

Les examens de rattrapage pour les trois cycles prévus du 23 au 27 juin



Le ministère de l'Éducation nationale a arrêté, jeudi, le calendrier des examens de rattrapage au titre de l'année 2023-2024, durant la période allant du 23 au 27 juin pour les trois cycles d'enseignement, indique un communiqué du ministère.

Les examens de rattrapage pour les 2e, 3e, et 4e années du cycle primaire auront lieu les 23 et 24 juin, et ceux du cycle moyen, le 26 et 27 juin pour les 1ère,

2e et 3e années, tandis que les examens de rattrapage pour les 1ère et 2e années secondaires se dérouleront les 23 et 24 juin.

Quant aux résultats, ils sont connus le 27 du même mois, précise le communiqué.

Dans ce cadre, le ministère veille à ce que tous les établissements éducatifs s'engagent à organiser ces épreuves pour tous les cycles d'enseignement "sans exception aucune", soulignant que ces examens "concernent les élèves

ayant obtenu une moyenne annuelle allant entre 4,50 et 4,99/10 pour le cycle primaire, et entre 9 et 9,99/20 pour les cycles moyen et secondaire".

D'autre part, les examens de rattrapage seront organisés dans "les matières dans lesquelles les élèves n'ont pas obtenu la moyenne requise concernant les cycles primaire et moyen, et dans deux matières seulement parmi les matières où les élèves n'ont pas obtenu la moyenne

pour le cycle secondaire", a indiqué la même source.

L'annonce et la communication des dates des examens de rattrapage des trois cycles aux élèves concernés et leurs parents, se feront jeudi 23 mai, à travers tous les moyens disponibles, notamment sur les sites électroniques et les pages officielles des directions de l'Éducation, ajoute le même communiqué.

A noter que cette mesure

exclut les élèves qui passeront les épreuves du Baccalauréat et l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM). Les examens de rattrapage constituent une étape "très importante, préservant les efforts des élèves concernés en leur accordant une deuxième chance pour réussir", outre "son impact positif sur les systèmes éducatifs et le passage d'une année à une autre durant le même cycle scolaire".

La Stratégie nationale de sécurité sanitaire 2025-2030 prête avant la fin de l'année

Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), Pr. Kamel Sanhadji, a annoncé, mardi à Alger, que la Stratégie nationale de sécurité sanitaire 2025-2030 sera prête avant la fin de l'année en cours, permettant ainsi de renforcer les capacités nationales en matière de prévention des risques sanitaires.

Dans un exposé présenté devant la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN), Pr.

Sanhadji a indiqué que l'Agence nationale de sécurité sanitaire "est en passe d'achever l'élaboration de la Stratégie nationale de sécurité sanitaire 2025-2030, qui devrait être prête avant la fin de l'année en cours", précisant qu'elle "permettra de renforcer les capacités nationales en matière de prévention des risques sanitaires".

La Commission permanente chargée du suivi et de l'évaluation de la Stratégie nationale de sécurité sanitaire, composée de 26 secteurs en lien avec la santé publique, "poursuit

le travail entamé il y a environ un an pour formuler des recommandations pour l'élaboration du plan d'action de la prochaine étape", a-t-il dit.

L'Agence, qui compte des médecins, des pharmaciens, des biologistes et des mathématiciens, "a mobilisé tous les moyens et les mécanismes qu'offrent les progrès scientifiques et l'intelligence artificielle pour le traitement des données et la détection des risques afin de prévenir de manière proactive les menaces potentielles sur la santé et d'y faire face en temps opportun", a ajouté Pr.



Sanhadji.

Soulignant "l'importance d'une vision prospective et proactive des risques potentiels, reposant sur la prévention en tant que facteur clé pour éviter les maladies et limiter leur prévalence", Pr. Sanhadji a

insisté sur "la sensibilisation des citoyens aux principales causes de maladies, dont le régime alimentaire déséquilibrée, la pollution et le changement climatique".

Il a, par ailleurs, fait savoir que l'ANSS "soumettra au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, un rapport scientifique sur les maladies enregistrant une hausse des cas en Algérie avec les principaux facteurs de risque et les risques potentiels afin que des décisions permettant de les éviter puissent être prises".

Amélioration du taux d'encadrement pédagogique dans les établissements universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, jeudi à Alger, que l'amélioration du taux d'encadrement pédagogique dans les établissements d'enseignement supérieur se poursuivait, le taux d'encadrement ayant été ramené à un enseignant pour chaque 22 étudiants, ce qui constitue un "indicateur positif".

Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales sous la présidence de M. Salah Goudjil, M. Baddari a précisé

que le secteur avait pris "une série de mesures pour pouvoir recruter le maximum de titulaires de master et de doctorat en 2023", et que "1.725 postes budgétaires vacants avaient été affectés au 31 décembre 2023".

"Le secteur oeuvre à promulguer plusieurs textes réglementaires visant à traiter la question de recrutement dans la limite des besoins des établissements universitaires et de recherche", a-t-il dit.

Concernant les mesures prises pour le renouvellement des équipements des résidences universitaires, le ministre a rappelé "la reprise

de l'opération d'équipement de 270 cantines et 230 résidences universitaires au niveau national, à travers l'acquisition et l'installation de mobilier d'hébergement et ses accessoires, des équipements robotiques, de fournitures pour cantines et foyers, d'équipements de cuisine et de systèmes de ventilation", ajoutant que "ces équipements seront distribués au cours du premier semestre de l'année en cours après 'accomplissement des procédures réglementaires".

Quant à la création de nouvelles annexes universitaires, M. Baddari

a souligné que "leur création dans n'importe quelle région du pays est soumise à des considérations purement scientifiques et pédagogiques", précisant qu'"aucun nouvel établissement universitaire ne peut être ouvert s'il ne répond pas au cahier des charges, ainsi qu'aux besoins de l'environnement socioéconomique et des secteurs à qui profiteront les étudiants diplômés". Par ailleurs, il a indiqué que "les récents classements des universités algériennes au niveau international sont la preuve que l'Université algérienne a sa place dans le monde",

ajoutant que "l'organisation de manifestations scientifiques nationales ou internationales à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ne fera que promouvoir l'image de ces établissements et contribuera au développement de leur dynamique de recherche".

Le ministre a rappelé que ces manifestations "sont soumises à l'autorisation des organismes habilités au niveau des établissements universitaires ou de recherche sous tutelle, afin d'éviter d'éventuelles contre-vérités qui n'ont aucun lien avec le secteur".

enseignement supérieur:

L'ESAA organise une journée portes ouvertes le 30 mai

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'organisation, le 30 mai prochain, d'une journée portes ouvertes au profit des bacheliers, des étudiants et des cadres d'entreprises pour s'informer des programmes de formation de l'école.

Organisée au siège de l'ESAA à Alger, l'évènement a pour but d'offrir "une opportunité de

découvrir les programmes de formation de l'école et de partager une expérience immersive axée sur l'excellence académique", a fait savoir la même source.

Selon l'ESAA, cette journée représente aussi une opportunité de découvrir l'ensemble des programmes dispensés, les formations initiales, les licences et masters ainsi que les formations continues "MBA", "Executive MBA" et "MBA spécialisés".



Au programme de la journée, les équipes de l'Ecole proposeront des ateliers interactifs d'accompagnement dans le but d'aider les futurs candidats à réussir les concours d'accès et les assister dans leurs choix

de formation. D'autres ateliers seront au rendez-vous ainsi qu'un "Pôle Information" permanent.

A noter que cette journée d'information, qui sera suivie par deux autres journées "portes ouvertes" les 27 juin et 21 juillet prochains, est ouverte au grand public, de 09h à 17h, après inscription sur le site web de l'école, notamment aux bacheliers, aux étudiants, aux cadres d'entreprise ainsi qu'aux parents.

L'ESAA met également à la disposition des candidats souhaitant s'inscrire aux programmes, une plateforme d'admission, disponible sur son site web.

Pour rappel, l'ESAA est un établissement public algérien, créée en 2004, dans le cadre d'un projet de coopération bilatérale dans le domaine de l'enseignement supérieur qui forme des managers et dirigeants d'entreprises.

Création d'une entreprise publique de développement des cultures agricoles stratégiques

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a annoncé, jeudi à Alger, la restructuration du Groupe de valorisation des produits agricoles (GVAPRO) en Entreprise publique économique par actions pour développer les cultures agricoles stratégiques. Intervenant devant la Commission de l'agriculture et du développement rural du Conseil de la nation sur "le cadre juridique des fermes pilotes et des coopératives agricoles et leur rôle dans la nouvelle orientation agricole", en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Cherfa a précisé que "cette démarche vient conformément aux nouvelles orientations du secteur agricole et en exécution des instructions de Monsieur le président de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres du 18 février 2024". Cette nouvelle entreprise est chargée du développement des cultures stratégiques, notamment les légumineuses, les graines oléagineuses dont le tournesol, et les arbres résistants tels que l'arganier et le pistachier, en sus de la multiplication des semences, a fait savoir le ministre. Au total, 174 unités de production

agricole, d'une superficie globale de plus de 114.000 hectares de terres cultivables, ont été rattachées à l'entreprise, avec la création de quatre sociétés en charge de quatre filières. L'EPE-SPA SODELSEC sera responsable de la filière des légumineuses, qui s'est vue attribuer une superficie de plus de 38.500 hectares pour la culture de légumineuses telles que les lentilles et les pois chiches, tandis que l'EPE-SPA SODEOL sera chargée de la filière des graines oléagineuses, à laquelle il est attribuée une superficie de plus de 33.300 hectares pour la culture de plantes oléifères, y compris la production de graines de tournesol. La branche des arbres résistants sera prise en charge par l'entreprise "EPE-SPA SODEAR", qui a dédié une superficie de 2.925 hectares à la plantation d'arganiers et 1.400 hectares aux pistachiers, tout en confiant à la société "EPE-SPA SODESEM" la branche d'intensification des semences sur une superficie de 21.000 hectares. Dans ce contexte, un plan d'action qui s'étend sur trois ans a été mis en place pour la réalisation des objectifs tracés

en vue de développer les cultures stratégiques au niveau des unités de production agricole, selon M. Cherfa qui a indiqué que le secteur "est en passe d'élaborer un plan d'investissement comprenant la mobilisation des ressources hydriques, l'acquisition de matériel agricole, d'intrants, et de plants d'arbres résistants, afin de concrétiser la nouvelle vision en matière d'agriculture". "A travers cette nouvelle vision, le secteur tend à reconsidérer les potentialités agricoles que recèle l'Algérie, en s'appuyant sur le plan des cultures stratégiques et la création d'unités de production agricole", a rappelé le ministre. **Les unités de production agricole remplacent les fermes pilotes** M. Cherfa a, en outre, souligné que son département ministériel a restructuré les fermes pilotes pour les transformer en unités de production agricole appartenant à l'Etat et spécialisées dans la production et le développement des filières stratégiques, à l'instar des légumineuses, de l'intensification des semences, des graines oléagineuses et des arbres résistants, notant qu'il s'agissait d'une mise en œuvre des décisions de la 183e session du Conseil des participations de



l'Etat (CPE), tenue le 6 mars 2024.

Le ministre a affirmé que l'approche de création des unités de production agricole constituait "un cadre idoine" à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie, et ce, à travers une définition précise de leurs spécialités, notamment dans les filières agricoles stratégiques. En outre, cette approche assure "le maintien des activités agricoles dans ces espaces, et garantit la préservation de leur vocation agricole pour laquelle ils ont été créés en premier lieu, contribuant ainsi au développement de la production nationale, à la réduction de la facture d'importation et au renforcement de la sécurité alimentaire", selon le ministre. A noter que les coopératives agricoles ont été créées en

1967, dans le but de faciliter les opérations de production, les opérations de transformation, d'achat et de vente, et pour la réduction des coûts, ainsi que pour la vente de certains produits et certaines prestations, au profit de leurs membres, notamment pour assurer les missions des entrepreneurs ou des intermédiaires, grâce à la conjugaison des efforts des membres.

Le ministère de l'Agriculture recense 861 coopératives agricoles au niveau national, dont 148 spécialisées dans la filière de production animale, 55 dans la production végétale, notamment des céréales, et 658 coopératives classées dans les autres filières et activités agricoles et rurales, notamment de la femme rurale, des foggaras et de l'irrigation.



Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a souligné, jeudi à Alger, que l'adoption de la micro-finance dans les nouveaux amendements et mesures législatives avait offert de nouvelles perspectives aux porteurs de projets et à l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), tout en ouvrant la voie aux compagnies d'assurance pour se lancer dans des projets relatifs à l'assurance des micro-entreprises. Présidant l'ouverture de la première édition du Salon des micro-activités, qui se tient du 23 au 25 mai, sous le thème "Le micro-crédit: un mécanisme de création de l'activité économique", le ministre a affirmé que l'intégration du micro-crédit dans la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit témoignait de l'orientation du Gouvernement vers la diversification des moyens de financement au profit des entrepreneurs, créant ainsi davantage d'opportunités de financement et de réussite. Dans ce cadre, le ministre a

expliqué que le rôle de l'ANGEM ne se limitait pas au financement, mais consistait aussi à accompagner et encourager les porteurs de projets, mettant en avant l'importance de ces salons qui renforcent le processus de communication avec les entrepreneurs et les porteurs de projets, permettent de mieux écouter leurs préoccupations et augmentent leur visibilité sur les marchés national et international. "Bien que les micro-crédits semblent à haut risque, ces derniers enregistrent un taux de remboursement important et parviennent à créer davantage d'emplois, majoritairement dans le domaine du développement local", M. Oualid. Pour sa part, la Directrice générale de l'ANGEM, Mme Souad Bendjemil, a précisé que l'organisation de ce Salon intervenait dans le cadre de l'encouragement et de l'appui aux petites initiatives dans la société, d'autant que l'Agence place la promotion des talents et de la créativité au cœur de ses priorités, au même titre que l'ouverture du champ aux porteurs de projets innovants

et l'accompagnement de toutes les catégories de la société afin qu'elles concrétisent leurs idées et leurs ambitions sur le terrain. Le Salon contribue, également, à la promotion et à la pérennisation des divers petits projets dans les différents domaines économiques, à l'instar de "l'artisanat", devenu aujourd'hui un acteur majeur dans la préservation du patrimoine matériel et de la personnalité et l'identité culturelle de la société algérienne, outre les projets relatifs au développement durable tels que l'environnement et le recyclage des déchets, ainsi que les projets agricoles, commerciaux et tertiaires, selon Mme Bendjemil. La même intervenante a réitéré l'attachement de l'Agence à la concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour faire de 2024 une année économique, et poursuivre le processus d'édification d'une économie productive et diversifiée, basée sur l'exportation et appuyée par le secteur des PME, et ce, à travers l'orientation vers un nouveau

stArt-up:

Les micro-crédits, nouvelles perspectives pour les porteurs de projets

modèle économique affranchi des mentalités et des pratiques d'autrefois, et axé sur les PME, compte tenu de leurs capacités d'innovation et de leur grand potentiel en matière d'emploi, outre, l'appui fourni par l'Etat pour la création des entreprises et ses efforts déployés pour résorber les problèmes et les contraintes auxquelles font face les entrepreneurs dans la réalisation de leurs projets. Le Salon, qui se tient du 23 au 25 mai courant, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel de l'Agence, axé principalement sur l'accompagnement et l'encouragement des bénéficiaires des prestations financières et non financières de l'Agence. Cette manifestation vise à mettre en avant les expériences des entrepreneurs bénéficiaires du dispositif du micro-crédit, en matière de création d'activités économiques et de postes d'emploi, et à les aider dans la commercialisation et la promotion de leurs produits, ainsi qu'à faire connaître les prestations financières et

non-financières fournies par l'Agence. Ce salon a connu la participation de porteurs de projets dans les domaines de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture, de la formation et du bâtiment. Lors de l'ouverture du salon, deux courts métrages ont été projetés, présentant les principales réalisations des entrepreneurs ayant bénéficié de crédits de l'Agence, ainsi que ses principales activités et prestations. En marge de ce salon, deux débats ont été organisés en marge du Salon, pour débattre de deux principaux sujets, à savoir, le rôle de la technologie numérique et moderne dans le développement et la pérennisation des micro-activités, et sur la micro-activité en tant que catalyseur de l'économie locale. Des portes ouvertes seront organisées pour faire connaître les prestations fournies par l'ANGEM, et pour honorer, au terme du Salon, les entrepreneurs distingués, le meilleur exposant et le meilleur produit.

AnnABA / sAison estiVAle

Les préparatifs sont en bonne voie : Le Secrétaire général de la wilaya sur le terrain



Sihem.Ferdjallah
Le secrétaire général de la wilaya, Amrou Mechiche, a effectué, jeudi dernier, dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, une

sortie sur terrain pour s'enquérir de l'avancement des travaux. Une campagne d'assainissement qui permettra d'accueillir les vacanciers, ainsi que de leur fournir toutes les conditions appropriées

et nécessaires pour leur assurer le meilleur séjour. Cette sortie sur terrain a concerné les plages "Rezgui Rachid" et "Rizzi Amor". Le Secrétaire général a émis des recommandations sur la

nécessité de combler toutes les lacunes constatées et de soutenir les différents ateliers en renforçant les moyens humains et matériels afin de mener à bien le projet en prévision de la saison estivale.

Le Vice-président de l'Assemblée Populaire Nationale, Abdelouaheb Daira, conduit une délégation d'élus pour une formation en chine

Sihem.Ferdjallah
Le vice-président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelouaheb Daira a conduit, jeudi, une délégation composée de représentants et d'employés de l'Assemblée populaire nationale à l'effet de participer à un stage de formation en République populaire de Chine. Le groupe parlementaire assistera colloque organisé au profit des députés algériens, qui se déroulera du 22 mai au 04 juin 2024, en réponse à l'invitation de l'Académie nationale de gouvernance Chinoise, organisée



par son centre international de formation à Hong Kong, et ce en coopération avec le ministère du Commerce de la République populaire de Chine. Le programme du cours comprend des sujets assez importants,

notamment les systèmes des assemblées populaires en République populaire de Chine, le développement en Chine, la gouvernance nationale, le développement économique : réforme et ouverture,

l'élaboration des politiques publiques, l'explication de l'expérience et des pratiques chinoises concernant la communauté pour un avenir partagé et comment le monde peut renforcer la coopération et faire face aux défis mondiaux, enfin promouvoir la prospérité et le développement commun de l'humanité.

Il convient de noter que cette initiative a permis d'échanger des expériences en matière de gouvernance et d'améliorer les compétences, notamment en prévoyant la création d'une plateforme pour renforcer la

coopération bilatérale. Elle vise également à promouvoir les échanges amicaux et la coopération entre les deux partenaires amis, la Chine et l'Algérie. Le vice-président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelouaheb Daira, chef de la délégation, a prononcé un discours au nom des participants, dans lequel il a exprimé ses remerciements et toute sa gratitude au gouvernement chinois pour son engagement permanent à renforcer les capacités et l'efficacité de notre représentation nationale.

AnnABA / enVironnement

Campagne de sensibilisation pour la préservation des forêts

S.Y
La sixième sûreté urbaine de la wilaya d'Annaba, en collaboration avec divers partenaires, a entamé une série de sorties sur terrain dans le but de sensibiliser les citoyens à l'importance de la conservation des ressources forestières. Cette initiative vise à impliquer activement la population dans la protection et la préservation des forêts locales, essentielles à l'écosystème et à la qualité de vie de la région. Les sorties

sur le terrain, initiées par les forces de sécurité urbaine, ont été organisées en partenariat avec plusieurs acteurs locaux, notamment des associations environnementales, des représentants de la société civile et des institutions éducatives, qui jouent un rôle important dans la diffusion des messages de sensibilisation et dans la mobilisation de la population. Lors de ces sorties, plusieurs activités ont été créées pour attirer l'attention des citoyens



sur les dangers auxquels sont exposées les forêts. Des stands

d'information ont été prévus dans des lieux publics, d'où

des brochures explicatives et affiches ont été distribuées. Des agents de la sûreté urbaine et des bénévoles des associations partenaires ont pris le soin d'expliquer par de simples gestes ce que chacun peut adopter pour contribuer à la préservation des forêts, comme par exemple éviter de jeter des déchets en pleine nature, respecter les zones protégées et signaler tout comportement suspect susceptible de provoquer des incendies.

AnnABA / toXicomAnie

La police omniprésente pour sensibiliser les jeunes contre la consommation de drogue

Imen.B
La consommation de psychotropes ou toute autre drogue chez les jeunes et moins jeunes constitue un phénomène inquiétant qui persiste, malgré les mesures de répression mises en place par les autorités. En effet, la sûreté de la wilaya est à cheval sur ce

phénomène de société et appelle la population à bannir ce genre de consommation qui mène tout droit vers une vie dévastatrice. Un phénomène destructeur de la société qui a pris ces derniers temps des proportions alarmantes, touchant même les adolescents et le sexe féminin qui semblent ignorer les conséquences de ce fléau sur

la sante de l'être humain, mais également ses maux au sein de la société. Pour les spécialistes en la matière, le volet de la prévention à travers la lutte continue et la sensibilisation sont les meilleures façons de sensibiliser et d'inciter le plus grand nombre de jeunes à surmonter l'accoutumance à la drogue.



AnnABA / ADe**Campagne de recouvrement des créances en à Sidi Aissa**S.Y

Dans le cadre de la campagne de recouvrement des créances, initiée par le département commercial de l'ADE, les équipes techniques et commerciales ont poursuivi leurs missions sur le terrain dans le but de récupérer les montants impayés. La récente opération menée dans la localité de Sidi Aissa illustre l'engagement et la détermination de l'agence à recouvrer ses créances. La campagne vise à sensibiliser les retardataires à l'importance de régler leurs factures d'eau à temps. Tous les participants ayant des retards de paiements ont été invités à se rapprocher de l'agence commerciale en vue de régulariser leur situation, avant le recours à des mesures plus drastiques telles que la coupure de l'approvisionnement en eau. Les conséquences pour ceux qui persistent dans le non-paiement de leurs factures peuvent être sévères. En plus de la coupure de l'eau, des actions judiciaires pourraient être envisagées contre les débiteurs récalcitrants. L'agence appelle tous les clients retardataires à faire preuve de responsabilité en s'acquittant de leurs dettes. Les paiements en temps voulu



permettent non seulement d'éviter des désagréments personnels, mais aussi de soutenir les efforts financiers de l'agence pour fournir un service continu et de qualité.

AnnABA / comité municipal**Le comité de la ville apporte des précisions concernant une fuite d'eau usée signalée à la "Plaine Ouest"**Ferdjallah Sihem

Suite aux préoccupations portées à la connaissance du comité de la ville d'Annaba concernant une fuite d'eau usée enregistrée à la Plaine de Ouest et après prise de contact avec

les services concernés, on apprend que des mesures ont été prises à ce sujet. En effet, les équipes de l'office national de désinfections sont intervenues à mercredi passé, pour remédier à cette fuite dans ledit quartier.

AnnABA / social**Signature de deux accords entre la DG Sider et le partenaire social pour l'achat d'appareils électroménagers au profit des travailleurs**S.Ferdjallah

Deux accords d'achat d'appareils électroménagers au profit des travailleurs de Sider ont été signés entre le Comité de Participation, représenté par son Président, M. Kachichi Daoud, et Sinova, représentant la marque SAMSUNG, ainsi que Bisma Distribution, représentant TCL.

Le processus de signature des deux conventions s'est déroulé en présence du Président Directeur Général de Sider, du Directeur Général Technique Adjoint, M. Balili Mesaoud, et de quelques managers, outre le Secrétaire Général du Syndicat, et certains élus du partenaire social.

Avant le processus de signature, le Président du Comité de Participation, ainsi que le Secrétaire Général de l'Union, ont prononcé une allocution, remerciant tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la concrétisation de ces accords sociaux. À son tour, le P-dg de sider a approuvé ces deux accords, qui vont dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses du point de vue social.

De leur côté, les représentants des deux entreprises d'électroménager ont remercié l'entreprise, le partenaire social et les travailleurs pour leur confiance dans leur marque et leur engagement à fournir des appareils de qualité de classe mondiale.

AnnABA / Journée mondialeDe la sage-femme**Journée de sensibilisation et de formation sur le rôle de la sage-femme dans le dépistage du cancer du col de l'utérus**Imen.B

A l'occasion de la journée mondiale de la sage-femme, le service gynécologique obstétrique du CHU "Ibn Rochd" organise aujourd'hui le 25 mai au niveau de l'hôtel international Seybouse, une journée de sensibilisation et de formation sur le rôle important de la sage femme dans le dépistage du cancer du col de l'utérus et la prise en charge, également la préparation à la naissance et parentalité ainsi que le rôle de la sage-femme dans la contraception du post partum. En effet, le cancer du col de l'utérus est la maladie la plus redoutée chez les femmes, de par sa fréquence, mais surtout son extrême gravité, qui mène inexorablement vers le décès,

quand le diagnostic est établi tardivement. Cette journée a pour but d'insister sur l'importance, voir la nécessité de procéder à des dépistages précoces, de façon cyclique, pour ainsi éviter tout effet de mauvaise surprise. A l'effet de faire connaître à la société les causes et les risques de cette maladie, ainsi que les moyens de prévention du cancer qui est devenu une infection très répandue. La sensibilisation est un vecteur important qui vise à attirer l'attention des femmes, leur faire prendre conscience de ce fléau et favoriser la nécessité d'accroître le recours au dépistage précoce ainsi qu'au traitement et soins palliatifs de cette maladie.

ANNABA / AGRICULTURE**Opération de recensement général de l'agriculture 2024 à la commune d'El Chorfa**

Sous le slogan « information précise-développement durable », l'opération du recensement général de l'agriculture bat son plein à travers toute les communes concernées, marquant le cinquième jour consécutif de cette initiative cruciale. Cette campagne vise à collecter des données détaillées et précises sur le secteur agricole local, afin de mieux orienter les politiques

de développement durable. Les agents mobilisés pour cette tâche sont chargés de sillonner les fermes, les champs et les exploitations agricoles de la région, équipés d'outils modernes pour garantir la fiabilité des informations recueillies. Leur mission est d'enregistrer divers aspects de l'activité agricole, y compris les types de cultures, les techniques de production, l'usage de l'eau et des engrais, ainsi que les défis rencontrés par les agriculteurs.

L'importance de ce recensement ne peut être sous-estimée. En fournissant une appréciation d'ensemble précise de la situation actuelle de l'agriculture dans la commune d'El Chorfa, cette campagne permet de développer des stratégies efficaces pour améliorer la productivité agricole tout en assurant la durabilité environnementale. Une information précise est essentielle pour identifier les besoins des agriculteurs, optimiser l'utilisation des



ressources naturelles et promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. De plus, cette initiative s'inscrit

dans une vision globale de développement durable, visant à renforcer la résilience des populations rurales face aux contraintes climatiques.

ANNABA / APICULTURE**Distribution de 480 ruches complètes aux apiculteurs**

Imen.B
Un quota de 480 ruches complètes, avec leurs équipements, a été distribué aux apiculteurs de la wilaya d'Annaba dans le but de développer la filière apicole, selon des sources relevant des services agricoles de la wilaya. Ces 480 ruches pleines avec leurs équipements d'élevage

apicole seront distribuées au profit des jeunes apiculteurs de la wilaya, dans le cadre de l'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles. Le soutien à l'apiculture est l'une des mesures rentables qui contribuent au développement de ce secteur à Annaba et d'une manière générale à l'échelle nationale. L'apiculture est

considérée comme une activité économique importante qui offre des opportunités d'emploi, améliore les revenus des exploitants et renforce la sécurité alimentaire. De plus, elle joue un rôle essentiel dans la pollinisation des plantes, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement.

ANNABA / APC**Campagne de nettoyage et d'embellissement à Chetaibi**

Imen.B
La vaste campagne de nettoyage, de collecte des déchets et d'embellissement de l'environnement se poursuit au niveau de plusieurs régions de la wilaya, notamment au niveau de la commune de Chetaibi et ses environs. Cette opération initiée par les services des

travaux publics ainsi que les services communaux d'Annaba, visant à créer un environnement sain et un cadre de vie embelli à Annaba, a impliqué la participation de différents secteurs d'activités. Ces derniers ont apporté les moyens et matériels nécessaires pour la réussite de cette opération en procédant à la collecte

et au transport des déchets collectés. Cette opération de nettoyage a permis le ramassage d'importantes quantités de déchets domestiques ainsi que les déchets jetés en bordures des routes. Les services communaux appellent à la nécessaire adhésion des habitants et à leur contribution dans cet effort qui concerne la collectivité.

**ANNABA / EDUCATION NATIONALE****Journée de sensibilisation et d'information sur la lutte contre la fraude aux examens de fin d'année**

S.Y
Le lycée "Saint Augustin" a abrité une journée de sensibilisation et d'information dédiée à la lutte contre la tricherie et fraude lors des examens de fin d'année, sous l'égide du conseil de la magistrature d'Annaba et en coordination avec la direction de l'éducation nationale de la wilaya d'Annaba. Cet événement coïncide avec le début du compte à rebours des examens officiels de fin d'année (BAC et BEM), conformément à la loi 20-06 qui punit toute fraude aux

examens. Lors de cette journée, le procureur de la République, près le tribunal d'Annaba, a souligné que cette initiative est dédiée principalement aux candidats des prochains examens du BEM et du Baccalauréat. Il a insisté sur l'importance de ne pas céder à la tentation de la fraude pour obtenir de bonnes notes, mais plutôt de compter sur leurs propres efforts. Il a rappelé que la persévérance, le travail acharné et la révision tout au long de l'année scolaire sont les clés du succès, non seulement pour l'année en cours, mais également pour les

années suivantes, menant ainsi à l'obtention des diplômes de l'enseignement moyen et du baccalauréat, qui ouvriront les portes de l'université. La journée a également abordé les aspects juridiques et les sanctions applicables en cas de fraude. Il a été précisé que les fraudeurs s'exposent à des sanctions sévères, telles que l'exclusion des examens et des poursuites judiciaires, conformément aux lois en vigueur pour lutter contre les crimes portant atteinte à l'intégrité des examens. Cette approche vise à garantir l'équité et l'égalité des chances pour tous



les candidats. Sous le thème « Lutte contre les crimes commis à l'occasion des examens finaux de l'enseignement moyen et

secondaire à la lumière de la loi 20-06 », la journée d'étude a mis en exergue que la fraude nuit au principe de l'égalité entre les candidats.

nouvelle-Calédonie :

Emmanuel Macron tente d'apaiser et appelle à renouer le dialogue « en vue d'un accord global »

A défaut de retirer le projet de réforme du corps électoral, à l'origine de l'embrasement sur l'archipel, le président s'est engagé à ne pas le « passer en force ». Conditionnant la fin de l'état d'urgence à la levée des barrages, il a aussi annoncé la mise en place d'une « mission de médiation et de travail » pour remettre tous les acteurs politiques autour de la table, avec la promesse d'un Etat « impartial », selon le monde.fr. Près de 35 000 kilomètres aller-retour avalés par



l'Airbus présidentiel, pour une visite surprise express et un résultat qui est tout sauf garanti. Emmanuel Macron

est arrivé, jeudi 23 mai à 8 h 30 (heure locale), dans une Nouvelle-Calédonie secouée par l'insurrection, et l'a quittée vers minuit. Sans avoir prononcé le mot que les militants indépendantistes kanak mobilisés depuis dix jours attendaient tous : « retrait ». Au retrait du projet de loi constitutionnel sur l'élargissement du corps électoral pour le prochain scrutin territorial, l'étincelle qui a rallumé la révolte, Emmanuel Macron, préfère d'autres mots. « Après avoir écouté tout le monde, a-t-il dit, je me suis engagé à ce que cette réforme ne passe pas en force,

aujourd'hui, et que nous nous donnions quelques semaines afin de permettre l'apaisement, la reprise du dialogue en vue d'un accord global. » Cet accord politique entre indépendantistes et loyalistes est attendu depuis deux ans, pour redéfinir le statut de la Nouvelle-Calédonie dans ses liens avec la France. Il comprendra un chapitre sur la citoyenneté néo-calédonienne, mais aussi un processus d'autodétermination qui pourrait, selon le chef de l'Etat, se sceller par un référendum.

Au Pakistan, 26 millions d'enfants n'iront pas à l'école pendant une semaine en raison d'une canicule

L'Unicef estime que 76 % des enfants d'Asie du Sud – soient 460 millions – sont exposés à des températures supérieures à 35 degrés au moins 83 jours par an. Ils risquent « déshydratation, fièvre, tachycardie, crampes, migraines, évanouissement et coma », souligne l'agence onusienne, selon le monde.fr. La moitié des enfants scolarisés au Pakistan n'iront pas à l'école pendant une semaine en prévision d'une canicule avec des températures « de six à huit degrés » supérieures aux normales saisonnières, a communiqué l'organisation non gouvernementale Save the Children, jeudi 23 mai.

« Au moins 26 millions d'enfants du Pendjab, la province la plus peuplée du Pakistan – soient 52 % des élèves en primaire et en secondaire – n'iront pas à l'école du 25 au 31 mai », affirme l'ONG. Les épreuves dans les classes d'examen seront toutefois maintenues, ont précisé les autorités, suscitant l'inquiétude des parents car de nombreuses écoles sont équipées de ventilateurs vétustes ou subissent des coupures d'électricité – jusqu'à quinze heures par jour dans certaines régions. Les services météorologiques pakistanais annoncent plusieurs vagues de chaleur successives, la première fin mai, puis

deux autres en juin. Les vacances d'été débutent habituellement le 1er juin dans le pays, la cinquième nation la plus peuplée du monde, mais aussi l'une des plus vulnérables au changement climatique. Des pluies ont fait 144 morts dans le pays en avril. L'Unicef, de son côté, lance un appel à la vigilance dans l'ensemble de l'Asie du Sud, où, selon elle, 76 % des enfants – soient 460 millions – sont exposés à des températures supérieures à 35 degrés au moins 83 jours par an. Ils risquent « déshydratation, fièvre, tachycardie, crampes, migraines, évanouissement et coma », souligne l'agence onusienne, tout en exhortant



les parents à proposer régulièrement de l'eau à leurs enfants pour boire ou pour rafraîchir leur corps. Le Pakistan est de plus en plus vulnérable aux phénomènes météorologiques extrêmes, que les scientifiques associent au changement

climatique. Ce pays pauvre ne cesse de répéter que ses 240 millions d'habitants (environ 3 % de la population mondiale) ne sont responsables que de moins de 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

tchAD :

Mahamat Idriss Déby investi président, comme son père avant lui

Le général de 40 ans, qui a conduit le gouvernement de transition après la mort de son père, Idriss Déby, en avril 2021, a été élu début mai, au terme d'un scrutin très contesté, selon le monde.fr. La main levée, l'air solennel et tout de blanc vêtu, Mahamat Idriss Déby a juré, jeudi 23 mai, de « respecter la Constitution »

du Tchad. « Le contrat de confiance qui a été scellé ne sera jamais trahi », a déclaré le général de 40 ans, élu début mai après un scrutin dont le résultat est contesté par l'opposition. Ce serment pris devant sept chefs d'Etat africains et une vingtaine de délégations gouvernementales marque l'achèvement de la transition tchadienne et le maintien au pouvoir pour

les cinq prochaines années du fils d'Idriss Déby Itno, au pouvoir pendant 30 ans, de 1990 jusqu'à sa mort en avril 2021. Cette légitimité des urnes, celui qui a pris la tête du pays en dehors de tout cadre constitutionnel l'a longtemps recherchée. Quite à revenir, après la tenue d'un dialogue inclusif avec les partis de l'opposition et la société

civile, sur la promesse de rendre le pouvoir aux civils, en violation des principes édictés par la charte de l'Union africaine (UA). Depuis, les relations n'ont cessé de se détériorer entre N'Djamena et l'organisation continentale, en particulier avec le président de la Commission paix et sécurité, le Tchadien Moussa Faki Mahamat que le pouvoir de N'Djamena

suspecte d'avoir des ambitions présidentielles. Ce dernier n'a pas assisté à la prestation de serment du nouveau chef de l'Etat jeudi. En lieu et place, la Commission de l'UA est restée ferme sur sa position et a déploré le refus de N'Djamena d'accueillir ses observateurs électoraux dans un communiqué publié mardi.

lections européennes 2024 :

Ce qu'il faut retenir du débat entre Gabriel Attal et Jordan Bardella

Le premier ministre et la tête de liste du Rassemblement national ont débattu pendant plus d'une heure jeudi sur France 2, à deux semaines des élections européennes prévues le 9 juin, selon le monde.fr.

C'était l'un des temps forts de cette campagne des élections européennes, à deux semaines du scrutin. Le premier ministre, Gabriel Attal, et la tête de liste du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, ont débattu pendant 1 h 15, jeudi 23 mai, sur le plateau de France 2.

Lire aussi | Européennes 2024 : retrouvez les principaux échanges entre Gabriel Attal et Jordan Bardella

Ajouter à vos sélections

Comme il en a pris l'habitude durant cette campagne, l'eurodéputé RN a tenté de nationaliser les enjeux du scrutin, s'en prenant dès le départ

à Emmanuel Macron. Selon M. Bardella, avec ce débat, « c'est un projet et un bilan qui vont se faire face ». « Ce bilan, c'est celui de M. Attal, de M. Macron, de l'Europe de Macron, qui depuis maintenant sept ans rogne le pouvoir d'achat des Français avec l'augmentation des prix de l'énergie, impose la submersion migratoire, une vision punitive de l'écologie et la concurrence déloyale », a-t-il affirmé.

De son côté, le premier ministre a dramatisé les enjeux de ces élections, « les plus importantes de notre histoire », évoquant « le retour de la guerre en Europe, le dérèglement climatique » ou encore les défis posés par l'intelligence artificielle. M. Attal et Bardella ont ensuite échangé sur la transition énergétique, l'immigration ou encore la défense européenne.

Pour Jordan Bardella, l'Europe est

devenue « l'homme malade des économies développées »

Pour l'eurodéputé RN, élu pour la première fois au Parlement en 2019, l'Europe est devenue « l'homme malade des économies développées ». Il a notamment dénoncé un « décrochage économique majeur » qui fait courir « un risque d'effacement de la France sur la scène européenne, mais aussi sur la scène internationale ».

Répétant son ambition de « changer les règles » et « le fonctionnement actuel de l'Union européenne », M. Bardella a affiché son souhait de « passer de l'idée du libre-échange total au juste échange ». Il a notamment défendu le « patriotisme économique » et l'augmentation des « droits de douane ».

Gabriel Attal a ensuite fustigé la proposition de Jordan Bardella de mettre en place la « priorité nationale dans la commande publique », qui a,



a-t-il rappelé, « toujours été proposé par le Front national ». Après avoir donné plusieurs exemples d'entreprises françaises qui ont conclu des contrats dans des pays européens, « si la proposition de Jordan Bardella est appliquée, toutes ces entreprises, on leur coupe les jambes », a-t-il fustigé.

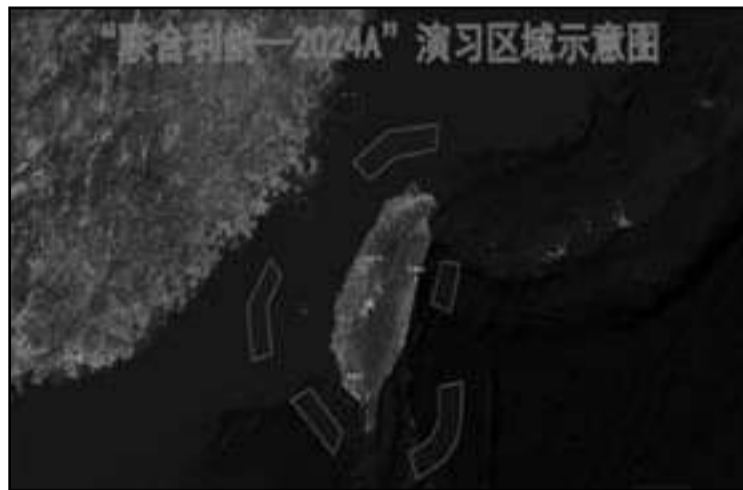
« Vous dites : "la France, maintenant va réserver ces marchés publics en

priorité aux entreprises françaises". Les autres pays européens vont faire exactement la même chose et nos entreprises vont perdre des marchés », a poursuivi M. Attal, affirmant que « 80 % de nos PME exportent dans un pays européen ». Or pour M. Bardella, le premier ministre « ne fait pas confiance au savoir-faire français ». « J'assume la fin de la naïveté », a défendu M. Bardella.

La Chine procède à d'importantes manœuvres militaires autour de Taïwan

Pékin entend infliger une « sévère punition » au nouveau président, Lai Ching-te, qui s'est montré très offensif lors de son discours d'investiture, selon le monde.fr.

La Chine a entamé, jeudi 23 mai, deux journées de manœuvres militaires présentées comme une « sévère punition » à l'encontre de Taïwan après que le nouveau président de l'île, Lai Ching-te, s'est engagé lors de son investiture à défendre sa souveraineté et sa démocratie. Ces exercices, baptisés « Glaive uni 2024A », constituent



la première réaction concrète de la République populaire de Chine au discours tenu par M. Lai lundi. Ils sont «

un sérieux avertissement » adressé aux « séparatistes », qui « finiront dans le sang », a mis en garde un porte-parole

de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin. L'emploi de la lettre « A » dans le nom de cette opération laisse penser que d'autres démonstrations de force sont à attendre par la suite.

Un « prélude à des exercices plus nombreux »

Une carte publiée par le commandement oriental de l'Armée populaire de libération montre cinq zones d'opérations encerclant l'île, indépendante de fait mais que la Chine considère comme une de ses provinces. Quatre cercles plus fins entourent les petites îles sous contrôle

taïwanais, bien plus proches de la Chine continentale, signalant une possible velléité de Pékin de les traiter séparément.

Les manœuvres de jeudi et vendredi sont les plus importantes qu'ait organisées la Chine depuis un an. Elles ne semblent toutefois pas de l'ampleur de celles déployées à la suite de la visite à Taïwan, en août 2022, de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des Etats-Unis. Aucun élément ne suggérerait jeudi que la Chine ait réalisé, cette fois, des tirs à munitions.

russie :

Disgrâces en cascade au sommet de l'armée

Accusés de corruption ou de fraude, plusieurs haut gradés ont été arrêtés, dont le chef adjoint de l'état-major. Le Kremlin dément une « campagne » de purges après le limogeage du ministre de la défense, Sergueï Choïgou, selon le monde.fr.

La vague d'arrestations qui touche le sommet de l'armée russe a fait une nouvelle victime : le général Vadim Chamarine, chef adjoint de l'état-major, chargé des transmissions, a été placé en détention provisoire par un tribunal militaire, mercredi 22 mai. Selon les

agences russes, il est accusé d'avoir « accepté un pot-de-vin particulièrement important », des faits pour lesquels il encourt jusqu'à quinze ans de prison.

Dans la soirée, un autre nom était donné par les médias d'Etat, celui de Vladimir Verteletski, chef du département de l'approvisionnement du ministère, détenu pour les mêmes charges. La veille, c'est un autre général qui était arrêté, cette fois sur des accusations de « fraude ». Ivan Popov, ancien commandant de la 58e armée, était devenu célèbre en Russie pour avoir vertement critiqué,

au cours de l'année 2023, les errements du commandement dans la campagne d'Ukraine. Réputé prendre soin de ses hommes, il était populaire auprès de la troupe.

Les cas des généraux Chamarine et Popov montrent que la campagne d'arrestations quitte le cercle restreint des fonctionnaires du ministère de la défense pour s'étendre à l'état-major et aux hauts gradés. Cette campagne a en effet débuté le 23 avril avec l'interpellation spectaculaire du vice-ministre de la défense, Timour Ivanov, chargé de chantiers pharaoniques



comme la reconstruction de la ville ukrainienne de Marioupol. Cette arrestation avait été suivie de celle du responsable du

personnel du ministère, Iouri Kouznetsov, et de plusieurs civils partenaires d'affaires de ces deux hommes.

eQuipe nAtionAle:

EQUIPE NATIONALE Coup de tonnerre : Petkovic a tranché le cas Mahrez !

Il ne subsiste plus aucun doute quant à la présence de Riyad Mahrez ou non au prochain stage de l'équipe nationale en préambule des deux matches des éliminatoires du Mondial 2026 contre la Guinée et l'Ouganda. Sauf rebondissement, le capitaine des Verts sera absent pour le deuxième regroupement de suite. Et cette fois, c'est Vladimir Petkovic qui l'a décidé. Carrément ! Viendra ? Viendra pas ? La question sur la présence de Riyad Mahrez au prochain regroupement de l'équipe nationale (3-11 juin) ne se pose plus. Bien qu'ayant été destinataire d'une pré-convocation en prévision de la Guinée et de l'Ouganda, l'attaquant d'Al Ahly Saudi est

finalement absent de la liste finale. Une décision forte qui a été prise par le sélectionneur national, Vladimir Petkovic. Récemment, nous faisons part sur La Gazette du Fennec de l'information selon laquelle l'ancien sélectionneur de la Suisse attendait un signe concret de Riyad Mahrez; une sorte de gage de sa disponibilité et motivation pour le prochain regroupement. Le Bosnien part du principe que comme c'est le joueur qui avait appelé la FAF le mois de mars dernier pour prévenir de son indisponibilité, il est naturel que c'est à lui de manifester sa disponibilité pour le mois de juin si tel est le cas. Sauf que Mahrez ne l'a pas fait et Petkovic a conclu que l'ancien joueur de Manchester

City n'est pas disponible.

A partir de là, une source crédible nous affirme que Riyad Mahrez sera bel et bien écarté de la liste définitive que Vladimir Petkovic s'appête à rendre publique ces prochains jours. Tout comme Islam Slimani d'ailleurs. A contrario, Youcef Belaili, meilleur buteur de la Ligue 1 Mobilis est de retour. Nous y reviendrons. Ainsi à moins d'une discussion franche dans les jours qui viennent, tout porte à croire que Riyad Mahrez (94 sélections, 31 buts et 40 passes décisives) est en train de refermer derrière lui les portes de l'équipe nationale qu'il a rejoint en mai 2014 et emmenée sur le toit de l'Afrique en juillet 2019.



eQuipe nAtionAle:

Mohamed El Bachir Belloumi a reçu sa convocation



Le Sporting Clube Farense (D1, Portugal) a annoncé ce jeudi la convocation de son international algérien, Mohamed El Bachir Belloumi pour les deux matches du mois de juin face à la Guinée et l'Ouganda (6,10 juin). Une convocation somme toute logique compte tenu du rendement de l'héritier du légendaire Lakhdar Belloumi ces dernières semaines. Fraîchement auréolé du titre de meilleur joueur du mois d'avril

en Liga Portugal, Mohamed El Bachir Belloumi est en train de finir la saison en force. Le fils aîné du légendaire Lakhdar Belloumi que les observateurs envoient déjà dans un palier supérieur au Portugal ou ailleurs eu égard à son niveau cette saison, figure tout naturellement dans la liste de Vladimir Petkovic en prévision de la date FIFA du mois de juin. C'est son club, le Sporting Clube Farense qui a vendu la mèche ce jeudi. Déjà présent

lors du stage du mois de mars, Belloumi, auteur de quelques bijoux en championnat, devrait sans surprise figurer dans la liste finale que s'appête à rendre publique le coach des Verts. Considéré comme la nouvelle garde de l'équipe nationale avec les Chaïbi, Gouri et Bouanani, l'ancien joueur du MC Oran sera l'une des cartes gagnantes sur lesquelles misera Petkovic en prévision du Mondial 2026.

lutte contre l'HomopHoBie:

Un geste de Bentaleb suscite une « polémique » !

Le milieu de terrain de Lille, l'international algérien Nabil Bentaleb, se retrouve au coeur d'une grosse polémique à cause d'un geste qui vient de lui valoir des critiques, à la suite de la dernière journée de Ligue 1 marquée par la fameuse campagne imposée de lutte contre l'homophobie. Cela s'est passé au moment de la traditionnelle photo prise par tous les joueurs avant la rencontre Lille-Nice avec une banderole affichant un message contre l'homophobie, où Bentaleb s'est attardé au sol à refaire ses lacets, le rendant ainsi invisible. Ce geste a été interprété par certains comme une volonté de ne pas s'associer à la campagne.

Cette réaction est venue de la part du collectif Rouge Direct, en première ligne sur ce combat, pour ce geste qui ne leur a pas plu. Ainsi, ce collectif a clairement pointé du doigt Bentaleb, prenant à partie son club, Lille. Ce collectif a dénoncé sur X, ce geste en ces termes : « Bonjour Lille, que pensez-vous de l'attitude de votre joueur Nabil Bentaleb ? Il semble ne pas souhaiter apparaître sur la photo et refuse lâchement, en se cachant, de s'associer au message: 'Non à l'homophobie' ». D'ailleurs, au même moment, le joueur malien de l'AS Monaco Mohamed Camara, a également été accusé d'homophobie lors du dernier

match de Ligue 1 le dimanche 19 mai. Avant le début de la rencontre entre Monaco et Nantes, Mohamed Camara a placé du scotch sur les patches de son maillot y faisant référence. Camara a bien reçu le soutien de personnalités au Mali, de sa Fédération et de nombreux compatriotes sur les réseaux sociaux. Enfin, il est utile de rappeler que si cette année, on compte quelques joueurs à refuser de s'associer à un message contre l'homophobie, l'année dernière, ils étaient une quarantaine à avoir trouvé le moyen de ne pas participer et bien évidemment de l'encre a coulé. En revanche, pour le génocide qui est en cours en Palestine, on a rien vu ni rien entendu...



SEYB

NATIONAL

SEYB

L'AC Milan accélère pour Paulo Fonseca

Stefano Pioli parti, l'AC Milan fonce sur Paulo Fonseca qu'il a érigé en priorité absolue. Selon nos informations, un contrat de deux ans, plus une année en option, attend le technicien portugais en Lombardie.

«L'AC Milan tient à remercier avec affection Stefano Pioli, et tout son staff, pour avoir dirigé l'équipe première pendant ces cinq années, en obtenant un Scudetto qui restera inoubliable et pour avoir ramené Milan dans les compétitions européennes les plus importantes». C'était un secret de polichinelle, c'est désormais officiel, Stefano Pioli n'est plus le coach de l'AC Milan. Désormais, le club lombard ne veut pas perdre de temps et veut rapidement tourner la page Pioli.

Depuis quelques semaines, une tendance claire se dégage pour le futur coach milanais. Si Zlatan Ibrahimovic militait pour Mark



Van Bommel comme nous vous l'avons révélé, c'est bel et bien Paulo Fonseca qui a les faveurs du board milanais. À l'instar de l'OM, l'emblématique club italien avait érigé le technicien

portugais de 50 ans en priorité en a fait son premier choix. Dès lors, les discussions vont pouvoir être engagées et les modalités de l'opération sont déjà en cours.

L'AC Milan propose un contrat

de deux ans + un an en option à Fonseca

Selon nos informations, l'actuel coach du LOSC, qui détient également une offre de prolongation de la part

du club nordiste et d'autres approches concrètes émanant de l'Olympique de Marseille et d'Al Saad au Qatar, va se voir proposer un contrat de deux saisons (+ une en option). Le deuxième de Serie A ne veut pas perdre de temps et espère boucler l'opération au plus vite.

Impressionné par le style de jeu dominateur de Paulo Fonseca et le bilan statistique du LOSC ces dernières saisons avec un effectif qui ne figurait pourtant pas parmi les plus importants de Ligue 1, l'AC Milan veut à tout prix recruter l'ancien coach de la Roma. De son côté, le principal intéressé n'entend pas se précipiter et a fait savoir qu'il comptait évaluer toutes les propositions avant de trancher. Mais une chose est sûre, l'approche concrète du club italien ne le laisse clairement pas indifférent...

Paqueta, l'accusation est officielle



Révélee l'été dernier, l'affaire de paris potentiellement truqués visant Lucas Paqueta pourrait coûter très cher à l'ancien lyonnais. La Fédération anglaise l'a accusé officiellement ce jeudi. Catastrophe confirmée pour Lucas Paqueta. S'il va devoir attendre pour savoir s'il est jugé coupable ou innocent, le milieu de terrain de West Ham a été officiellement accusé de matchs truqués ce jeudi par la Fédération anglaise (FA). Au mois d'août dernier, la presse avait révélé que des paris potentiellement truqués avaient été signalés. Ces derniers concernaient des mises maximales placées avant

la rencontre sur un carton jaune qu'aurait pu recevoir l'ancien de l'OL (qui a été averti durant le match), le tout par des comptes créés mystérieusement pour l'occasion. Après une enquête de neuf mois, la FA a donc rendu son verdict. La suite s'annonce compliquée pour Lucas Paqueta. Au mois d'octobre, le Brésilien avait assuré être innocent. Il avait même participé activement à l'enquête, donnant notamment accès à son téléphone à la police. Mais les investigations ont donc continué et comme l'a rapporté le Dailymail ce jeudi, la FA a poussé ses recherches plus avant, et s'interroge sur quatre cartons reçus par le joueur de West Ham

entre 2022 et 2023. L'instance a estimé que ce dernier avait bel et bien enfreint les règles encadrant les paris. Les matchs concernés sont ceux ayant opposé West Ham à Leicester (12 novembre 2022), Aston Villa (12 mars 2023), Leeds (21 mai 2023) et Bournemouth (12 août 2023), a précisé la FA adns son communiqué.

Prêt à se battre, Paqueta ne comprend pas

L'instance a également précisé que Lucas Paqueta « a direction cherché à influencer le déroulement, la conduite ou tout autre aspect ou évènement de ces matchs en cherchant intentionnellement à recevoir

un carton (...) dans le but inapproprié d'orienter le marché des paris afin qu'une ou plusieurs personnes profitent de leurs paris ». Pour l'heure, le Brésilien peut compter sur le soutien de son club qui s'est empressé de communiquer à son tour : « Lucas nie catégoriquement toute violation et continuera à défendre sa position avec force. Le club continuera à soutenir le joueur tout au long du processus. »

Le principal concerné a lui aussi brisé le silence en publiant un message sur ses réseaux sociaux : « Je suis très surpris et agacé que la FA décide de m'accuser. Durant neuf mois, j'ai collaboré à chaque étape

de leur enquête et leur ai donné toutes les informations que je pouvais donner. Je conteste l'intégralité des charges et me battraï jusqu'au bout pour laver mon nom. En raison de la procédure en cours, je ne ferai plus aucun commentaire sur le sujet. » Lucas Paqueta a jusqu'au 3 juin prochain pour répondre officiellement aux accusations qui le visent. Le Dailymail a par ailleurs précisé qu'une audience disciplinaire devrait avoir lieu dans le courant de l'été et que le joueur risquait jusqu'à dix ans de suspension.



Un impressionnant téléobjectif périscopique de 200 mégapixels pour le nouveau smartphone de Vivo

Vivo doit officiellement lancer la semaine prochaine en Chine son nouveau fleuron, le X100 Ultra. En attendant, la firme a dévoilé quelques détails, dont l'impressionnant téléobjectif périscopique de 200 mégapixels. La marque chinoise de smartphone Vivo vient d'annoncer l'arrivée imminente de son nouveau flagship X100 Ultra. Son dirigeant, Jia Jingdong, a d'ores et déjà dévoilé un certain nombre de caractéristiques via une publication sur le réseau social chinois Weibo.

Le point fort du mobile sera sa caméra. Le X100 Ultra sera doté d'un téléobjectif périscopique Zeiss de 200 mégapixels,

s'appuyant sur un capteur Samsung HP9. Il s'agirait du téléobjectif périscopique apochromatique (APO) avec « la correction d'aberration chromatique la plus puissante au monde ». Il sera accompagné d'un objectif principal de 50 mégapixels doté d'un capteur Sony Lytia LYT-900 avec une stabilisation améliorée et un objectif ultra grand angle de 50 mégapixels. Ils seront intégrés dans un grand module rond à barrière, occupant presque toute la largeur du smartphone.

Un photophone pour concerts

Le téléobjectif n'utiliserait pas de pixel binning afin de capturer tous les détails possibles avec son capteur de 200 mégapixels.

Il produirait ainsi des images avec une qualité suffisante pour être imprimées en tant qu'affiche publicitaire. Jia Jingdong a indiqué que l'appareil utilisera une puce V3+, lui permettant de produire des vidéos « comparables à Apple ». Vivo souhaiterait ainsi une expérience « sans précédent et unique » pour capturer les concerts.

C'est aussi via le réseau social Weibo que le constructeur a annoncé la date de lancement en Chine du 13 mai pour son nouveau smartphone. Selon une fuite, toujours sur Weibo, l'appareil coûtera entre 928 et 1 117 dollars (861 à 1036 euros) et sera équipé du processeur Snapdragon 8 Gen 3.



Pourquoi « en 200 ans d'ingénierie intensive » les robots sont-ils toujours aussi nuls en course ?

La robotique imite la nature, c'est bien connu. Mais, au grand dam des scientifiques, elle n'arrive pas à la surpasser : pour l'instant, un robot humanoïde est absolument incapable de battre un humain à la course. Un constat qui a poussé des chercheurs à se pencher sur la question.

Vous craignez que votre adorable matou ne soit remplacé par un chat-robot comme dans Mars Express ? Vous voyez avec horreur l'armée s'intéresser de plus en plus près à des chiens-soldats fabriqués en usine ? Rassurez-vous, le remplacement de nos amis les bêtes, ce n'est pas pour tout de suite. En cause : le fossé persistant entre les capacités de déplacement des animaux et des robots.

Dans un article paru dans Science Robotics, des chercheurs de l'université de Colorado Boulder (États-Unis) se sont penchés sur la question et ont montré que, malgré les récentes avancées en robotique et en intelligence artificielle, les robots ne parviennent pas à surpasser les capacités des guépards, des humains, ou même des cafards dans des environnements naturels.

Un système biologique plus efficace

Ils n'ont, en effet, pas encore

atteint le niveau d'efficacité et de complexité des systèmes biologiques, qui parviennent à combiner de façon harmonieuse différentes capacités nécessaires au mouvement : la puissance (qui confère l'énergie nécessaire au mouvement), la robustesse, l'actionnement (les mécanismes de mouvement), la perception (la capacité à détecter et comprendre son environnement) et le contrôle (la régulation des actions en réponse aux perceptions).

« En 200 ans d'ingénierie intensive, nous avons pu envoyer des vaisseaux spatiaux sur la Lune et sur Mars, et bien plus encore, constate Kaushik Jayaram, roboticien et co-auteur de l'étude dans un communiqué. Il est déconcertant de constater que nous ne disposons pas encore de robots qui soient nettement plus performants que les systèmes biologiques en matière

On désigne par le terme de matière tout ce qui compose les corps qui nous entourent, tout ce qui a une masse et un volume. Cette définition englobe une variété de composants et de caractéristiques, do...

De fait, les ingénieurs se heurtent à des compromis inhérents à la conception : « si nous essayons d'optimiser une chose, comme la vitesse

d'avancement, nous risquons de perdre quelque chose d'autre, comme la capacité à tourner », déplore le chercheur.

Vers une conception intégrée de nos futurs robots ?

Pour surmonter ces défis, les scientifiques suggèrent de s'inspirer du modèle biologique en créant des « sous-unités fonctionnelles », où les différents éléments seraient pensés de manière synergique, comme dans les cellules animales. Il s'agirait d'intégrer les composants-clés (sources d'énergie, actionneurs, systèmes de contrôle) dans des parties uniques du robot.

Le but : imiter le modèle biologique où les organismes intègrent différentes fonctions dans des structures anatomiques spécifiques. Par exemple, au lieu de séparer la batterie, les moteurs et les circuits de contrôle en composants distincts, on pourrait les concevoir de façon à ce qu'elles travaillent ensemble de manière harmonieuse et coordonnée.

Un défi de taille pour les chercheurs, et qui laisse présager un long moment avant qu'un robot quadrupède ne puisse se confronter avec succès à un cheval sur un parcours d'obstacles.





Dans quel cas faut-il consulter un cardiologue et faire un examen cardiologique ?

Pathologie cardiovasculaires, vertiges en se levant... Une visite chez le cardiologue permettrait peut-être d'expliquer ses différents problèmes. Voici une liste de six cas de figure énumérés par le Dr Louis Bendayan, cardiologue. Pourquoi est-il important de consulter un cardiologue dans certaines situations ? Sur ses réseaux sociaux, le Dr Louis Bendayan, cardiologue, connu sous le pseudonyme @driktok, a expliqué dans quels cas il est important de réaliser un examen cardiologique afin de prévenir au maximum certaines complications. Ce dernier a notamment expliqué pourquoi certaines personnes peuvent avoir des vertiges en se levant, mais aussi le lien entre le froid et des pathologies cardiovasculaires. L'expert fait le point sur six raisons précises de consulter un cardiologue.



Pourquoi consulter un cardiologue ? 6 facteurs qui doivent vous pousser

Essoufflement, facteurs de risque, activité sportive : découvrez 6 situations qui doivent amener à une consultation chez un cardiologue, selon un spécialiste. Ressentir des symptômes Le premier cas de figure listé par le Dr Louis Bendayan est certainement le plus flagrant, à savoir le fait de ressentir certains

symptômes, «notamment des douleurs thoraciques, surtout si elles viennent à l'effort, de l'essoufflement, des palpitations, le sentiment d'avoir le cœur un peu irrégulier, des malaises, ou des œdèmes», détaille-t-il dans sa vidéo. Le spécialiste précise par ailleurs que «chez les femmes, ça peut être simplement une grande fatigue, une douleur dorsale ou bien des signes digestifs». Cumuler des facteurs de risque Autre situation dans laquelle

le médecin indique qu'il faut consulter un cardiologue : celui de cumuler plusieurs facteurs de risque. L'expert énumère notamment «le tabagisme, le cholestérol, le diabète, l'hypertension artérielle, la sédentarité, l'obésité et également l'hérédité».

Faire un check-up à 40 ans Parce que la prévention est indispensable pour diagnostiquer les maladies le plus précocement possible, il est important de consulter un médecin au bon moment. Le Dr Louis Bendayan estime qu'à 40 ans, «tout le monde devrait au moins avoir une fois un examen cardiologique avec un électrocardiogramme».

Reprendre une activité physique

Si l'activité physique est essentielle pour rester en bonne santé, il faut toutefois prendre certaines précautions. Le

médecin préconise au préalable un rendez-vous chez le cardiologue, particulièrement «si vous n'avez pas fait de sport depuis longtemps et si vous avez des facteurs de risque cardiovasculaires».

Une maladie cardiologique génétique dans la famille

Si un membre de la famille est diagnostiqué d'une maladie cardiologique génétique, le Dr Louis Bendayan recommande de consulter un cardiologue.

Le suivi des maladies cardiologiques

Enfin, le dernier cas de figure présenté par le médecin concerne les consultations de suivi chez les personnes souffrant d'une maladie cardiologique, comme l'hypertension artérielle ou de l'angine de poitrine. Si vous avez un doute, «il vaut mieux consulter pour rien que de faire un infarctus à la maison», conclut le spécialiste.

La tension artérielle augmente quand on fait du sport : Est-ce risqué ou bénéfique ? Un médecin répond

Faut-il continuer à pratiquer régulièrement une activité physique pour garder sa tension artérielle sous contrôle alors que le sport la fait augmenter ? Pour le savoir, un médecin a décrypté les liens entre tension artérielle et activité sportive. On vous explique.

Parmi les nombreuses bonnes habitudes recommandées pour contrôler sa tension artérielle et réduire les risques d'hypertension, il y a notamment l'alimentation, la méditation, la perte de poids ou encore l'activité sportive. Mais l'hypertension artérielle est la maladie chronique la plus fréquente dans le monde et concerne 1 adulte sur 3, selon l'Inserm. Cette affection correspond à une augmentation anormale de la pression du sang sur la paroi des artères et peut entraîner de nombreuses complications cardiovasculaires, mais aussi neurodégénératives.

Il est donc primordial d'adopter de bonnes habitudes pour conserver une tension artérielle normale sur le long terme, c'est-à-dire inférieure à 140/90 mmHg selon le site d'Ameli.fr.

Si la pratique d'une activité physique régulière est recommandée pour garder sa tension artérielle sous contrôle, cette dernière entraîne pourtant une augmentation ponctuelle de la tension artérielle. Comment évaluer la balance bénéfique risque entre activité sportive et élévation de la pression artérielle ? Dans une vidéo Instagram, le docteur Boris Hansel, endocrinologue et nutritionniste, a décrypté les liens entre le sport et la tension artérielle.

L'exercice physique régulier permet d'améliorer la santé des artères et du cœur, selon le médecin

Pourquoi faut-il faire du sport régulièrement pour faire baisser sa tension artérielle si cette

activité peut avoir l'effet inverse ? D'après le médecin, «ce que l'on cherche à faire, c'est d'améliorer la santé des artères et du cœur». Il explique que «lors d'un exercice, le cœur s'accélère, la pression artérielle monte, et ça c'est tout à fait normal et ça n'a rien de dangereux».

Le Dr Boris Hansel ajoute qu'en effet, la pratique d'un sport augmente ponctuellement la tension artérielle, mais ce n'est pas cette hausse ponctuelle qui est dangereuse pour la santé : «Les parois des artères sont faites pour encaisser des élévations de pression artérielle ponctuellement, ce qui n'est pas bon, c'est l'élévation permanente de la tension artérielle». Mais comment la pratique d'une activité physique régulière améliore-t-elle la santé cardiovasculaire ? D'après le spécialiste, elle «augmente la force de contraction du cœur et la souplesse des



artères qui vont alors mieux transporter l'oxygène aux organes et aux muscles, et comme le cœur et les muscles se fatiguent moins à l'effort, on se sent plus dynamique».

Quelle est la durée d'activité physique recommandée pour conserver une tension artérielle saine ?

Afin de maximiser les bénéfices du sport sur la santé, le médecin

rappelle la durée d'activité physique recommandée par les autorités de santé. «La durée recommandée d'activité d'endurance telle que la marche rapide, le vélo, ou la course à pied, c'est au moins 1h30 d'exercice physique par semaine, mais même en dessous, vous faites déjà du bien à votre cœur et à votre santé en général», rappelle-t-il.



Les bienfaits de la routine

Une structure au service du bien-être

Sara Boueche

Loin d'être synonyme de monotonie et d'ennui, la routine s'impose comme un pilier essentiel du bien-être physique et mental. A rebours des idées reçues, elle structure notre quotidien, facilite l'accomplissement des tâches et favorise un sentiment de sérénité. Un cadre structurant pour une meilleure organisation. La routine instaure un cadre temporel et spatial précis, permettant d'organiser efficacement son temps et ses activités. En définissant des horaires fixes pour le lever, les repas, le travail et les loisirs, elle élimine les sources d'incertitude et réduit le stress lié aux choix quotidiens.

Cette structure favorise également l'anticipation et la

planification, permettant de mieux gérer les imprévus et d'atteindre ses objectifs plus sereinement.

Un allié pour la productivité et la performance

En automatisant certaines tâches routinières, comme se préparer le matin ou ranger son bureau, la routine libère de l'espace mental pour se concentrer sur des activités plus complexes et exigeantes.

Cette optimisation des ressources cognitives se traduit par une meilleure productivité et une performance accrue dans les domaines professionnels et personnels.

Un facteur de réduction du stress et d'amélioration du bien-être mental

Le sentiment de contrôle et de sécurité apporté par la routine

est un facteur important de réduction du stress. En sachant ce qu'il faut faire et quand le faire, l'individu se sent moins submergé par les exigences du quotidien et développe une plus grande résilience face aux aléas de la vie.

De plus, la routine favorise la production de dopamine, un neurotransmetteur associé au plaisir et à la motivation, contribuant ainsi à un sentiment de bien-être général.

Un tremplin vers de saines habitudes

Intégrer des habitudes saines dans sa routine quotidienne devient plus facile lorsqu'un cadre structuré est en place. Qu'il s'agisse de pratiquer une activité physique régulière, de méditer ou de consacrer du temps à ses loisirs, la routine offre un terreau fertile pour l'épanouissement



personnel.

Loin d'être une contrainte, la routine s'affirme comme un outil précieux au service du bien-être. En structurant notre quotidien, en favorisant la productivité et en réduisant le stress, elle nous permet de naviguer dans les méandres de la vie avec sérénité

et d'atteindre nos objectifs avec plus d'assurance.

N'ayons donc pas peur de la routine, mais embrassons-la plutôt comme une alliée précieuse sur le chemin du bien-être et de l'épanouissement personnel.

À quelle fréquence faut-il laver son pyjama ?

Après une longue journée, on apprécie ce moment où l'on sort de la douche et que l'on se glisse dans son pyjama. Cela marque le début de la détente, que ce soit pour une bonne nuit de sommeil ou une soirée cocooning. Mais à quelle fréquence faut-il le laver ? Une dermatologue répond.

Dès que la journée de travail se termine, vous n'avez qu'une envie : enlever vos chaussures qui ont un peu endolori vos pieds, retirer vos vêtements avant de prendre une bonne douche, faire votre skincare et mettre votre pyjama pour une soirée de repos avant de vous glisser sous les draps. Pour la nuit, certains préfèrent une jolie tenue légère, d'autres au contraire le total outfit cocooning, surtout à l'approche de l'hiver. Quoi qu'il en soit, vous vous posez peut-être la question de la fréquence à laquelle il faut laver son pyjama. Quant à la manière de le laver, il faudra vous référer au consigne de lavage inscrites sur l'étiquette du vêtement de nuit.

Le Dr Dima Haidar, dermatologue (du compte Instagram @docteur_skin), a répondu à une série de questions pour Femme Actuelle. Après avoir abordé la fréquence de lavage d'une écharpe, d'un bonnet ou encore des lunettes, c'est désormais du pyjama qu'elle nous parle.

Lavage de vêtements : quand doit-on changer son pyjama ? Une dermatologue répond

«La fréquence à laquelle laver son pyjama va dépendre de ce qu'on fait avant de se coucher», entame le Dr Haidar. «Si on prend sa douche avant de dormir, on est plus propre au moment du coucher que si on la prend le matin», illustre-t-elle. Pour les personnes qui prennent une douche le soir, la dermatologue recommande de changer son pyjama «idéalement tous les 2 à 3 jours». Si en revanche vous vous douchez le matin mais pas le soir ou que vous transpirez beaucoup la nuit, «il est préférable de le changer tous les jours». Idem lorsque vous êtes malade. «On transpire plus quand on a de la fièvre, et il y a alors plus de risque de pullulation microbienne. De plus, on toussé, des gouttelettes se déposent sur le pyjama, donc si on le porte à la maison avec d'autres personnes, cela peut-être un vecteur de contamination», ajoute la médecin. Et si vous dormez nu sous votre pyjama, le Dr Dima Haidar précise qu'il faut alors le considérer comme un sous-vêtement, et le changer tous les jours également.

Si une nuit vous transpirez particulièrement et que vous remarquez des taches jaunes sur votre pyjama, notamment si ce dernier est blanc, il vous suffit de vous munir de bicarbonate de soude et de jus de citron que vous appliquerez successivement sur la tache avant de passer votre tenue de nuit en machine.

Quels sont les risques si l'on ne change pas assez souvent de pyjama ?

«On passe en moyenne 7 à 8 heures d'affilée dans son pyjama, si l'on dort bien. C'est donc un vêtement où l'on accumule de la chaleur et de l'humidité, ce qui entraîne une macération», détaille la spécialiste. Elle ajoute que les conditions sont réunies pour le développement de champignons, microbes et bactéries. Par ailleurs si vous souffrez déjà d'une maladie inflammatoire, que vous avez des poils incarnés ou de l'acné par exemple, un pyjama sale «va empêcher de venir à bout du problème et favoriser l'inflammation ou l'apparition de kystes».

Que faire quand on part en vacances ?

Évidemment, l'idéal est de pouvoir emporter suffisamment de pyjamas pour en changer durant le séjour. Pour ceux qui rentrent dans leur famille pour les Fêtes, on peut généralement faire des lessives. Mais lorsque cela n'est pas possible et que l'on est limité en place dans la valise, le Dr Haidar conseille de «bien prendre sa douche avant de se coucher et de mettre son pyjama en dernier avec un bas de sous-vêtement propre». Si l'on part une semaine, elle recommande de prévoir deux pyjamas à titre d'exemple. Et si on transpire beaucoup, «il



vaut mieux dormir sans avec un corps propre qu'avec un pyjama qui aurait accumulé microbes et transpiration». Attention tout de même, pour les personnes qui dorment nues, ce sont alors les draps qu'il faudra changer plus souvent, «au moins deux fois par semaine alors qu'une fois suffit si l'on porte un pyjama».

Quelle est la matière idéale pour un pyjama ?

«Il n'y a pas vraiment de matière idéale», répond d'emblée le Dr Haidar. «Si on a tendance à transpirer, on va privilégier des tissus qui sèchent vite. Le coton est certes, doux pour la peau, mais si on transpire, ça ne sèche pas vite. Les matières synthétiques sèchent plus vite mais sont moins bien pour la peau», nuance la dermatologue. «La laine de mérinos est très intéressante, car c'est une matière antibactérienne qui

aide à évacuer la chaleur, avec un effet thermorégulateur. Et si on transpire vraiment beaucoup la nuit, on peut dormir avec un t-shirt de sport», poursuit la médecin.

Port de chaussettes la nuit : quelle est la fréquence de lavage ?

Pour les personnes qui dorment avec des chaussettes, il faut les changer après chaque nuit et utiliser une paire différente de celle portée pendant la journée. Cependant, Dr Haidar souligne : «en général, il est préférable de dormir sans chaussette, on peut faire chauffer ses pieds avant de dormir et les retirer ensuite, sinon cela favorise les mycoses sur les ongles et les orteils avec la transpiration».



Le Caftan, nouvelle friction entre L'Algérie et le Maroc

Un nouveau dossier dénommé "Caftan" vient de s'ajouter dans les frictions maroco-algériennes. Le Maroc a justement déposé auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) une plainte contre son voisin. Les deux pays s'accusant mutuellement de vouloir "s'approprier le Caftan", rapporte la presse chérifienne.

Selon Hespess qui cite des sources bien informées, c'est le ministère marocain de la Jeunesse, de la culture et

de la communication qui a déposé la plainte, et ce en coordination avec la Délégation permanente du Maroc auprès de l'UNESCO. Cette plainte fait suite à l'introduction d'un dossier déposé par l'Algérie à l'institution spécialisée des Nations unies « en vue de la reconnaissance de vêtements traditionnels algériens, dont le caftan marocain ».

Signée par le ministre marocain de la Culture, Mohamed Mehdi Bensaid, et adressée à la directrice générale de l'UNESCO, Audrey

Azoulay, cette plainte indique que « les autorités marocaines dénoncent l'appropriation par l'Algérie du Caftan de "Ntaa de Fès" ». Et d'ajouter que l'Algérie aurait présenté « l'image de ce caftan marocain, volé dans un musée à Amsterdam, dans un dossier qu'il entend soumettre au comité gouvernemental chargé de la préservation du patrimoine immatériel », rapporte bladit.net.

Pour mettre un terme à cet imbroglio, et se basant sur la Convention de 2003 portant sur la sauvegarde du patrimoine

culturel immatériel, le Maroc demande, selon les médias, « le retrait de l'image de son Caftan du dossier algérien ». Tout en indiquant qu'il «... reste très attaché à son patrimoine culturel qui fait partie intégrante de son identité ».

Alors, le Caftan est-il marocain ou algérien? Plus globalement, il peut même être tunisien, libyen, guinéen, malien, nigérien, camerounais... Donc, pourquoi ne pas le considérer tout simplement comme un patrimoine immatériel de

l'humanité?

Mais qu'en est-il des autres pays musulmans où le Caftan existe et est considéré comme "patrimoine culturel local", et de ce fait n'est pas un produit importé? A notre avis, il faudra que l'OCI (Organisation de la conférence islamique) et l'UNESCO se penche sérieusement sur la question. Car d'autres problèmes sont pendants en matière de patrimoine culturel, surtout entre pays limitrophes et anciennes colonies européennes.

Le Royaume-Uni renvoie temporairement au Ghana des trésors ashanti volés pendant la colonisation

Deux musées britanniques ont renvoyé au Ghana 32 objets en or et en argent pillés dans le royaume Ashanti, il y a plus de 150 ans, pour une durée de six ans, selon la partie ghanéenne qui a négocié ce prêt. Ces précieux objets arrivés mercredi 17 avril dans le pays avaient été dérobés à la cour du roi asante (ou ashanti) au cours des affrontements qui ont eu lieu au XIXe siècle entre les Britanniques et l'influent peuple asante. Quinze proviennent du British Museum et 17 du Victoria & Albert Museum (V&A).

Ce retour intervient alors que la pression internationale s'accroît pour que les musées et institutions européens et américains rendent aux Etats africains les objets d'art pillés par les anciennes puissances coloniales, telles que la



Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Belgique.

Dans le cadre de cet accord, ces antiquités, y compris les costumes d'or et d'argent

associés à la cour royale des Asante, seront exposées à compter du 1er mai au Musée du Palais Manhyia, dans la ville de Kumasi, à l'occasion de la célébration du jubilé d'argent du

roi asante, Otumfuo Osei Tutu II, qui durera toute l'année.

«Sentiment de fierté»

Ivor Agyeman-Duah, le conseiller du roi qui a négocié le retour des objets, a expliqué qu'ils avaient été prêtés au palais pour une durée maximale de six ans. «Ces artefacts précieux, qui ont une immense signification culturelle et spirituelle pour le peuple ashanti, sont ici dans le cadre d'un accord de prêt pour une période initiale de trois ans, renouvelable pour trois autres années», a déclaré le conseiller à l'AFP par téléphone. «Cela marque un moment important dans nos efforts pour récupérer et préserver notre patrimoine, et développe un sentiment de fierté et de connexion à notre riche histoire», a ajouté Ivor Agyeman-Duah.

En février, le musée Fowler de l'université de Californie a définitivement restitué sept objets royaux au roi Otumfuo Osei Tutu II, qui seront exposés aux côtés de ceux prêtés par les deux musées britanniques.

Le Nigeria négocie également la restitution de milliers d'objets métalliques datant du XVIe au XVIIIe siècle, pillés dans l'ancien royaume du Bénin et actuellement détenus par des musées et des collectionneurs d'art aux États-Unis et en Europe. En 2021, la France a rendu au Bénin 26 objets et d'œuvres d'art volés en 1892 par les forces coloniales lors du sac d'Abomey.

Au Louvre, la peinture contemporaine s'immisce dans les collections

Quatre fresques de cinq mètres par cinq en plein cœur des collections dédiées à la peinture française : à partir de mercredi, les visiteurs du musée du Louvre à Paris sont surpris par les œuvres éphémères du peintre belge Luc Tuymans.

Trois sont liées, inspirées d'une vidéo YouTube, représentant une palette de peinture en cours de nettoyage ou nettoyée. Ce choix de peindre des détails agrandis émane du goût de Tuymans pour l'allusion et la suggestion, proposant ici une «mise en abyme» du geste de peinture.

La quatrième est la reproduction d'une œuvre perdue, peinte par Tuymans dans les années 1990,

«The Orphan», représentant l'arrière d'une tête de poupée.

Réalisées en dix jours, sur place, avec une peinture acrylique qui se dégrade dans le temps, ces œuvres sont temporaires et seront vraisemblablement repeintes et rendues aux collections du Louvre au terme d'une année, en mai 2025.

«La beauté est dans l'élan», affirme l'artiste qui revendique ce choix de l'art éphémère, fruit d'une réflexion sur le temps.

Ses peintures recouvrent les hauts murs de la rotonde Valentin, un carrefour à la jonction entre l'aile Sully et l'aile Richelieu, qui a longtemps abrité les «Saisons»

de Nicolas Poussin, avant de recevoir en 2015 quatre tableaux de Valentin de Boulogne, désormais exposés dans une salle adjacente.

Pour Donatien Grau, conseiller pour les programmes contemporains auprès de la présidente-directrice du Louvre Laurence des Cars, ce travail de Luc Tuymans marque un «retour de l'acte de peindre» au sein du musée.

Rien n'y a été peint depuis «très, très longtemps», la plupart des décors conçus depuis le 19e siècle l'ayant été dans des ateliers hors du musée avant d'y être installés.





À Berlin, la Maison des cultures du monde (HKW) mérite désormais son nom

Avec sa nouvelle exposition, « Echoes of the Brother Countries », la HKW explore une zone d'ombre de l'ancienne RDA : la mémoire et l'histoire des populations immigrées venues des « pays frères ».

Les Berlinoises la surnomment affectueusement « l'huître pleine ». Sa forme parabolique aisément identifiable se reflète dans les eaux de la Sprée depuis 1957, date à laquelle cette imposante bâtisse fut conçue par l'architecte américain Hugh Stubbins Jr. Ancien Palais des Congrès (« Kongresshalle ») offert par les États-Unis à Berlin-Ouest pendant la guerre froide, ce bâtiment fut longtemps un symbole : surélevé pour être visible depuis Berlin-Est, il était censé représenter les « valeurs occidentales », être un « phare de la liberté » face au communisme.

Sa construction doit beaucoup à l'implication d'Eleanor Lansing Dulles et de son frère, le très anticommuniste secrétaire d'État américain John Foster Dulles. Mais depuis 1989 et la chute du Mur de Berlin, la Kongresshalle, qui vit passer les présidents John Fitzgerald Kennedy et Jimmy Carter, est devenue un centre culturel porteur d'un nom magnifique : la Maison des cultures du monde (« Haus der Kulturen der Welt », HKW).

Mur de Berlin et « phare de la liberté »

Comptant parmi les rares bénéficiaires de fonds fédéraux en Allemagne, elle accueille aujourd'hui des expositions, des concerts, des conférences, des représentations théâtrales et chorégraphiques, des projections cinématographiques – dont certaines liées à la fameuse Berlinale. Et depuis un an, cette institution qui semblait somnolente vit une véritable révolution, pilotée par son nouveau directeur, le Camerounais Bonaventure Soh Bejeng Ndikung.

Né en 1977 à Yaoundé, ce conservateur aux tenues vestimentaires toujours très recherchées a créé à Berlin le centre de création indépendante SAVVY Contemporary et a été le directeur artistique de nombreux événements, comme les Rencontres de la photographie de Bamako, la Biennale de Dakar, la Documenta 14. Il assurera prochainement le commissariat de la Biennale de São Paulo, au

Brésil.

Visibiliser les femmes

« Quand je suis arrivé ici, j'ai pris le temps de discuter avec les 75 personnes qui y travaillent, pour essayer de repenser ce qu'une maison comme celle-là peut faire, raconte-t-il. Je leur ai demandé : 'est-ce que mon voisin, dans mon quartier, a des raisons de venir ici ?' Parce que ce que l'on va essayer de faire, c'est de lui donner des raisons de venir ! » Située sur la John-Foster-Dulles-Allee, à deux pas du Reichstag, et dans l'enceinte de l'immense Tiergarten, la Maison des cultures du monde ne bénéficie pas d'une position géographique favorable au passage : si l'endroit est verdoyant et bucolique, il n'est guère animé...

Dès sa prise de fonction, et en accord avec les équipes de la HKW, Bonaventure Soh Bejeng Ndikung a fait le choix de renommer toutes les salles de l'institution en leur donnant les patronymes de femmes célèbres – ou trop peu célébrées ! Si le vaste auditorium a pris le nom de la chanteuse sud-africaine Miriam Makeba, d'autres salles rendent hommage à des figures moins connues comme la réalisatrice sénégalaise Safi Faye, l'écrivaine britannique Bessie Head, l'intellectuelle jamaïcaine Sylvia Wynter, la sociologue et militante brésilienne Marielle Franco et bien d'autres encore.

La terrasse de la Haus der Kulturen der Welt a ainsi été rebaptisée du nom de Paulette Nardal. « Quand on parle du mouvement de la négritude, on évoque toujours les grands hommes tels Léopold Sédar Senghor ou Aimé Césaire, précise Bonaventure Ndikung. Mais il ne faut pas négliger pour autant le travail fondamental des sœurs martiniquaises Paulette et Jeanne Nardal. En mettant en avant les noms de femmes qui ont été plus ou moins effacés, j'espère conduire les visiteurs à se demander : qui sont-elles ? » Ainsi présentée, la transformation du lieu pourrait apparaître comme essentiellement cosmétique. Ce n'est pas le cas, puisque la programmation a aussi été repensée afin de faire entendre des voix différentes.

L'histoire oubliée des populations immigrées des « pays frères »

« Cette maison fut au départ un projet américain et l'on y regardait le monde avec les yeux de l'Ouest, poursuit Bonaventure

Soh Bejeng Ndikung. Il est important de changer ce regard. Quand l'Allemagne a été réunifiée dans les années 1990, on n'a plus parlé que d'une seule histoire, celle de la République fédérale allemande (RFA), l'Allemagne de l'Ouest. Une étude récente conduite dans les écoles montre que les enfants ne connaissent par l'histoire de la République démocratique allemande (RDA), l'Allemagne de l'Est. Et ils connaissent encore moins ce que l'on appelait les « pays frères » de la RDA, comme l'Angola, Cuba, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Mozambique, le Vietnam. Ce qui nous intéresse, c'est de raconter notamment l'histoire de l'Allemagne de l'Est avec la voix et le regard des gens qui venaient d'ailleurs. »

De fait, si la RDA a peu voix au chapitre dans l'historiographie actuelle de l'Allemagne, l'effacement des immigrés est encore plus flagrant. « Les pays socialistes ou communistes ont envoyé ici des gens pour faire des études ou pour travailler, poursuit le directeur de la HKW. Des deux côtés du mur, les immigrés ont activement participé à la reconstruction du pays après la guerre. »

Lors de sa réouverture, la HKW a accueilli une vaste exposition (de juin à septembre 2023) qui donnait le ton de sa programmation. Baptisé O Quilombismo, pluridisciplinaire, elle traitait des « quilombos », ces communautés d'esclaves marrons du Brésil, appelés aussi « cumbes » au Venezuela, « palenques » à Cuba et en Colombie, « cimarrones » au Mexique – sociétés fraternelles où régnait une certaine forme de solidarité. Avec sa nouvelle exposition, Echoes of the Brother Countries (jusqu'au 20 mai), la HKW explore une zone d'ombre de l'ancienne RDA : la mémoire et l'histoire des populations immigrées venues des « pays frères ».

Dans son essai What is the price of Memory and what is the cost of amnesia, préambule au catalogue de l'exposition, Bonaventure Ndikung écrit : « L'exposition se focalise principalement sur l'Angola, Cuba, le Ghana, le Mozambique et le Vietnam, non seulement pour permettre des recherches spécifiques et approfondies, mais aussi parce que ces pays frères envoyèrent le plus grand nombre d'individus en RDA.



Ces derniers expérimentèrent tous la même absence de compensation financière à leur retour, après avoir été expulsés lors de la réunification. Ces pays furent aussi ceux dont les « citoyens partagés » furent les premières et les plus visibles victimes du racisme et du rejet dans l'Allemagne réunifiée. » Présentée comme un « effort pour comprendre le prix que paye la société pour l'effacement de la mémoire et des identités », Echoes of the Brother Countries propose à la fois une plongée dans des archives individuelles et une approche artistique classique, avec des œuvres d'artistes issus de ces fameux « pays frères ».

Mozambicains, Angolais, Chiliens, Ghanéens...

Plusieurs plasticiens comme Maimuna Adam, Euridice Zaituna Kala et Pak Ndjamnea, s'intéressent notamment au sort des Mozambicains venus travailler en RDA. « Le Mozambique, par exemple, a commencé à envoyer ses jeunes en RDA en 1979, dans l'espoir de les former et de les exposer à des stratégies de développement qui pourraient les aider à reconstruire la nation mozambicaine, à cette époque ébranlée par la guerre civile de 1977 », écrivent Paz Guevara et Marie-Hélène Pereira. Ces jeunes, appelés « Madgermanes » au Mozambique, ont désormais entre 60 et 70 ans. Et ils n'ont jamais récupéré une partie de leurs salaires qui devaient leur être versés à leur retour au pays, l'argent ayant été détourné entre les gouvernements des deux pays. Aujourd'hui encore, les Madgermanes ne cessent de manifester pour obtenir les compensations auxquelles ils ont droit.

Problème similaire en Angola, dont est originaire Kiluanji

Kia Henda, dont une œuvre impressionnante est exposée dans le Hall Mrinalini Mukherjee : sous des photographies de l'épave d'un vieux navire de pêche échoué, le Karl Marx Luanda, l'artiste a disposé en cercles des morceaux de fer rouillé de tailles différentes qui « évoquent la fragmentation et la nocivité des héritages de la guerre froide ». Non loin, des enfants de différentes origines peints par Christoph Wetzel (« Le dernier jugement ») contemplent, sévères, troublants, l'ensemble de la salle d'exposition, où rien ne sépare les œuvres à l'exception de rideaux ondulés et transparents. Une référence au passé, au présent et à l'avenir du pays. « Qui a construit l'Allemagne après la guerre ? Ce sont les Turcs, les Portugais, qui ont bâti une nation plurielle, s'exclame le directeur de la HKW. Et aujourd'hui, l'Allemagne a besoin de 600 000 travailleurs de plus par an. Ils vont venir d'où ? »

S'il se récrie néanmoins lorsque l'on évoque la notion de « décolonisation des musées » (« Je ne sais pas ce que c'est ! »), Bonaventure Soh Bejeng Ndikung a tout de même fait hisser dans les jardins de la HKW les drapeaux conçus par le plasticien d'origine nigériane Olu Oguibe. Visibles depuis le district gouvernemental tout proche, ces drapeaux arborent les couleurs de l'Allemagne (noir, rouge, jaune) auxquelles l'artiste a joint le vert, en référence au drapeau panafricain. Quant à l'ancien acronyme « DDR » (« Deutsche Demokratische Republik »), il est désormais devenu : « DDR : Decarbonize, Decolonize, Rehabilitate » (décarboner, décoloniser, réhabiliter). Un programme qui ressemble fort à celui de la HKW.

Atteinte d'un cancer, Kate Middleton ne reviendra qu'à une condition

Depuis qu'elle a annoncé être atteinte d'un cancer, Kate Middleton est absente de ses obligations royales. Comme l'a récemment rapporté The Daily Express, la princesse de Galles ne reprendra ses fonctions publiques qu'à une seule condition.

Le 22 mars dernier, Kate Middleton prenait la parole dans une vidéo poignante pour annoncer une terrible nouvelle. La mère de George, Charlotte et Louis révélait en effet être atteinte d'un cancer. Une annonce qui n'a laissé personne indifférent. «On pensait que mon état n'était pas cancéreux. Cependant, les tests effectués après l'opération ont révélé la présence d'un cancer. Mon équipe médicale m'a donc conseillé de suivre une chimiothérapie préventive et j'en suis maintenant aux premiers stades de ce traitement», avait ainsi expliqué la princesse



de Galles. Depuis, l'épouse du prince William a choisi de suspendre ses obligations royales, préférant se concentrer sur son traitement et sa guérison. Selon les informations du Daily Express, publiées ce mardi 21 mai, Kate Middleton n'attend qu'une chose pour retourner au travail : le «feu vert» de ses

médecins. Sans l'accord des professionnels de santé, la mère de famille ne reprendra pas ses fonctions.

Cette information arrive peu après des nouvelles très rassurantes concernant Kate Middleton. Comme l'a révélé un porte-parole de Kensington Palace au Daily Mail, ce mardi 21 mai, la princesse de Galles a récemment travaillé sur un nouveau projet pour la petite enfance, qui incite notamment les entreprises à introduire des pratiques de travail plus favorables à la famille. Malgré la maladie, l'épouse du prince William a suivi tous les aspects du dossier depuis chez elle. Cela confirme donc que Kate Middleton est assez en forme pour suivre et travailler sur les projets qui lui tiennent à cœur. Toutefois, Kensington Palace a rappelé que cette nouvelle ne devait pas être considérée comme un retour au travail

de la princesse.

Kate Middleton face au cancer : la princesse retrouve doucement la forme

Au cours des dernières semaines, la famille royale britannique a reçu des nouvelles encourageantes. D'abord pour le roi Charles III, qui a reçu le feu vert des médecins pour intensifier ses engagements officiels, mais aussi pour Kate Middleton, qui n'a pas encore repris ses fonctions publiques et qui n'a encore communiqué aucune date concernant un éventuel retour alors qu'elle se concentre sur son rétablissement. En effet, l'amélioration de santé de la mère de famille est palpable, comme en témoigne le fait que son époux a pu reprendre ses engagements publics depuis plusieurs semaines.

Charles Aznavour : Que devient son fils Nicolas ?

Légende incontournable de la scène musicale française, Charles Aznavour aurait eu 100 ans mercredi 22 mai 2024. À cette occasion, Closer vous dévoile ce que devient son fils Nicolas Aznavour, qui sort un livre en hommage à son père.

Né le 22 mai 1924 à Paris, Charles Aznavour aurait eu 100 ans le mercredi 22 mai 2024. Au cours de sa vie, la légende de la scène musicale française a été marié trois fois. Il a également donné naissance à plusieurs enfants. Ayant vu le jour en 1977, son fils cadet, Nicolas Aznavour, sort aujourd'hui un livre qui rend hommage à son père, décédé le 1er octobre 2018.

Exerçant la profession de chercheur en neurobiologie, le fils cadet de Charles Aznavour avait accepté d'aider son père sur sa tournée en 2012. «C'était l'occasion de passer du temps avec lui. Le temps perdu de



mon enfance», a révélé Nicolas Aznavour dans les colonnes du Parisien. Suite à la mort de son père, il a pris la décision de s'installer à Erevan (Arménie) en 2019 avec sa femme et son enfant.

Charles Aznavour : son fils Nicolas perpétue son héritage à travers sa fondation

«Nous menons une vie agréable, contrairement à ce que les Français peuvent imaginer. Mon fils à cinq ans. Il parle quatre lan-

gues. Le français. Ses grands-parents lui parlent uniquement en arménien. Il est scolarisé dans une école anglaise. Et apprend aussi le russe. Le meilleur cadeau qu'on puisse lui faire est cet apprentissage des langues», a précisé le fils de Charles Aznavour.

Aujourd'hui, Nicolas Aznavour est le président de la Fondation Aznavour. Dans son livre, baptisé Aznavour, inédit : la vie selon Charles, le fils de Charles Aznavour retrace les souvenirs de son père, afin de saluer sa mémoire. «J'ai sorti ce livre pour que chacun se remémore ses pensées. Il me manque beaucoup et manque à beaucoup de monde aussi», a affirmé Nicolas Aznavour.

Tahar Rahim va se glisser dans la peau du chanteur sur grand écran

Les droits d'auteurs générés par cet ouvrage seront entièrement reversés aux projets humani-

taires de la fondation Aznavour. Pour rappel, cette dernière avait été créée par Charles Aznavour et son fils, suite au terrible tremblement de terre de 1988 qui s'était produit en Arménie. «Nous menons un programme pour les victimes de guerre, les veuves», a précisé Nicolas Aznavour.

Afin de célébrer le centenaire de la naissance de Charles Aznavour, plusieurs projets ont été mis en place. Par exemple, Universal prépare la sortie d'un coffret intégral contenant 1700 titres du chanteur, dont 1200 en français. De plus, un biopic réalisé par Grand Corps Malade va sortir au cinéma cette année. Baptisé «Monsieur Aznavour», ce long-métrage sera notamment porté par Tahar Rahim dans le rôle-titre.

En Bref...

L'ego de Matt Pokora est un peu blessé. Le chanteur de 38 ans, qui vient de dévoiler le titre Chez toi, chez moi, ode à la communion, ne participera pas à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. «J'aurais aimé le faire, on ne me l'a pas proposé», regrette l'artiste dans une interview sur BFMTV, en présentant sa chanson sur-mesure.

Il estime même qu'il était «légitime pour ce genre de gros

événement, de grosse cérémonie», rappelant «être réputé pour être peut-être le chanteur le plus proche du monde du sport, et sûrement celui qui fait les plus grosses prestations scéniques depuis 15, 20 ans maintenant». Rien moins que ça donc.

Ravalant sa rancune, Matt Pokora a tout de même reconnu qu'Aya Nakamura, qui devrait se produire à cette occasion, y avait toute sa place. Il avait

pourtant récemment réglé ses comptes avec la chanteuse, qui le critiquait en 2020. «Si tu remplis Bercy mais pas le zénith de Dijon, ton succès il est quand même limité. (...) Aujourd'hui, O.K., on parle de musiques écoutées, mais il y a aussi le vrai succès d'un artiste», avait-il cinglé sur Touche pas à mon poste.



Le Général d'Armée Saïd Chanegriha supervise l'exécution d'un exercice tactique de nuit à la 2ème Région militaire

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé, mercredi soir, au niveau du 2ème Polygone de tir et de manœuvre de Rdjem Demmouche, dans le cadre de sa visite à la 2e Région militaire, un exercice tactique de nuit avec tirs réels, intitulé «Chihab-2024», indique jeudi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de sa visite à la 2e Région militaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, a supervisé, hier soir, 22 mai 2024, au niveau du 2e Polygone de tir et de manœuvre de Rdjem Demmouche, un exercice tactique de nuit avec tirs réels, intitulé «Chihab-2024», exécuté par les unités de la 38e Brigade d'infanterie mécanisée, appuyée par des unités de différentes forces et des unités de soutien technique, aérien et de défense

aérienne du territoire», précise la même source.

Dans ce cadre, le Général d'Armée a suivi les exposés présentés respectivement par le Commandant de la 2e Région militaire et le Commandant de la 38e Brigade d'infanterie mécanisée, portant sur l'idée générale de l'exercice et ses phases d'exécution, ajoute le communiqué.

Au niveau du 2e Polygone de tir et de manœuvre, le Général d'Armée «a suivi de près le déroulement de l'exercice, exécuté de nuit, dans des conditions proches du réel, conformément au plan établi».

«Les objectifs de cet exercice consistaient à améliorer les aptitudes des commandants et des états-majors dans la préparation et l'organisation des actions de combat nocturne et la coordination entre les différentes forces, en sus de faire acquérir aux commandants d'unités l'expérience nécessaire en matière de conduite des unités, à travers la coordination



et la collaboration entre les unités et les unités élémentaires, et aux équipages davantage de maîtrise des systèmes d'armes, et d'évaluer la disponibilité opérationnelle et la capacité de mener à bien, et en toutes circonstances, les missions de combat nocturnes», explique la même source.

«L'exécution de cet exercice a mis en évidence la capacité des unités à accomplir avec succès les tâches assignées, ainsi que la maîtrise par les équipages des armes et équipements de haute technologie dont ils disposent. Elle a également démontré le développement et la disponibilité opérationnelle atteints par nos forces armées durant ces dernières années»,

relève le communiqué.

Lors du débriefing organisé à l'issue de cet exercice, le Général d'Armée «a félicité les personnels des unités engagées pour les énormes efforts qu'ils ont consentis tout au long de l'année de préparation au combat, ainsi que lors de la préparation et l'exécution de cet exercice».

Dans ce cadre, il a valorisé «les résultats enregistrés qui étaient en conformité avec les objectifs fixés, ainsi qu'avec la nature des principales missions imparties en territoire de compétence».

Par la suite, le Général d'Armée a passé en revue les unités et formations engagées dans cet exercice.

Hier après-midi, le Général d'Armée a inauguré le dépôt central des carburants à Mesbah. Après la cérémonie d'accueil, accompagné par le Commandant de la 2ème RM et des directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP, le Général d'Armée a suivi «un exposé exhaustif sur

cette importante unité, notamment les missions qui lui sont assignées dans la chaîne d'approvisionnement en carburant au profit des différentes unités et formations de l'ANP, déployées en 2e RM».

Après l'inauguration de cette unité, le Général d'Armée «a inspecté ses différents services, infrastructures et ateliers et reçu des explications sur leurs missions», ajoute le communiqué.

A cette occasion, le Général d'Armée a souligné «l'importance accordée par le haut commandement de l'ANP aux unités de soutien en carburants, qui sont l'artère qui alimente le corps de bataille en énergie».

Il a également exhorté les responsables et les personnels sur «la nécessité d'assurer leur gestion rationnelle et leur maintien en condition pour leur permettre d'accomplir pleinement leurs missions imparties», conclut le communiqué.

Deux terroristes abattus dans la wilaya de Chlef

Deux (02) terroristes ont été abattus, jeudi soir, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la zone de Djbel Tamoulga, Bir Safsaf, dans la wilaya de Chlef, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et lors d'une

opération de fouille et de ratissage dans la zone de Djbel Tamoulga, Bir Safsaf, au niveau du Secteur militaire de Chlef (1ère Région militaire), un détachement de l'ANP a abattu, hier 23 mai 2024, deux (2) terroristes. Il s'agit du terroriste Kachkouche Abdelkader, dénommé «Abou Djafaar» et du terroriste Khaloufi Abdelkader, et récupéré deux

(2) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, trois (3) chargeurs de munitions, une (1) paire de jumelles et divers objets», précise la même source.

«Cette opération confirme la vigilance et la détermination des Forces de l'ANP à traquer les résidus criminels jusqu'à leur éradication», ajoute le communiqué.



Douze éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Douze (12) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, durant la période allant du 15 au 21 mai, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 15 au 21 mai 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance



et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté (12) éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire

national», relève le communiqué du MDN.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination

avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 91 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 780 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 49 kilogrammes de cocaïne et 1044943 comprimés psychotropes ont été saisis».

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP «ont arrêté 314 individus et saisi 56 véhicules, 335 groupes électrogènes, 164 marteaux-piqueurs, 3 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations

d'orpaillage illicite», ajoute le communiqué.

De même, «35 autres individus ont été interceptés et 1 pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 13 fusils de chasse, 71437 litres de carburant, 50 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation et 40 quintaux de tabac ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national».

Par ailleurs, les Garde-côtes «ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 25 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 577 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national», conclut le communiqué du MDN.